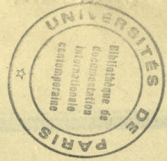


72137-476-6,00 F

le monde  
**Libertaire**



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 476

JEUDI 24 FÉVRIER 1983

6,00 F

**ni politiciens  
ni tutelle étatique**



**la commune libre !**



F.P. 2520



## "OCCUPEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES." (AUTOGESTION)\*

\*C'est le moyen que se donnent les travailleurs pour gérer la production les échanges et la répartition, basés sur les besoins de la population, supprimant ainsi l'état et toute exploitation économique.

Fédération anarchiste, 3 rue Ternaux 75011

Affiche éditée par le groupe Jacob, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 0,70 F. Format : 84 x 60.



Affiche éditée par le groupe Albert Camus de Toulouse, en deux couleurs (noir et rouge). Prix : 5 F l'unité ; 0,60 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

Le pouvoir est maudit,  
c'est pour cela que je suis  
anarchiste!



Poster de Louise-Michel édité par le groupe Michel Bakouline. Format : 45 x 60. Impression noir sur fond rouge. Prix : 10 F pièce ou 7 F à partir de 10 exemplaires. En vente à Publico.

### Sommaire

<b>PAGE 2</b> Activités des groupes FA	<b>PAGE 7</b> Esquisse d'une gestion communale
<b>PAGE 3</b> En bref Editorial Liberté d'expression pour R.-L.	<b>PAGE 8</b> L'OLP Ecologistes de RFA
<b>PAGE 4</b> Le CNPF et le coût de la vie Masos, machos...	<b>PAGE 9</b> Informations internationales
<b>PAGE 5</b> Du bon usage des intellectuels Lutte contre l'inspection	<b>PAGE 10</b> Organisation de l'Internationale
<b>PAGE 6</b> Crève charogne... Voter c'est abdiquer	<b>PAGE 11</b> Traces d'ARFI Invités de Radio-Libertaire Rubrique télévision
	<b>PAGE 12</b> Maires et Etat face à la sécurité

## PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Liaison Bas-Rhin : permanence chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appell, à Strasbourg.

Groupe du Morbihan : permanence tous les vendredis, de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.

Groupe de Noyon : permanence le 1<sup>er</sup> jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.

Groupe Michel Bakouline : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.

Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro boulicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Plat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18<sup>e</sup>.

Groupe de Beauvais : permanence le 1<sup>er</sup> mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafeteria de l'UT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).

Liaison de Lyon : permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

## COMMUNIQUÉS

• Les libertaires intéressés par la création d'un groupe FA à Avignon et ses environs peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

• En vu du prochain gala de soutien du groupe de Marseille, toute personne intéressée (artistes, musiciens, etc.) pour participer au spectacle est invitée à prendre contact avec le groupe lors de sa permanence du samedi, de 14 à 17 h, au 3, rue Fontaine de Caylus (dans le Panier), ceci afin de discuter des conditions de participation. Faites passer le mot !

• Le groupe FA du Morbihan tiendra des permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray. Des livres et des revues provenant de la librairie du Monde libertaire y seront exposés et prêtés gratuitement.

En outre, ce groupe appelle toutes les personnes intéressées par l'abrogation du protocole d'accord Hernu Savary (armée-école) à prendre contact avec lui aux jours et heures indiqués ci-dessus.

Permanence des Relations  
intérieures : le samedi, de  
14 h 30 à 18 h, au 145, rue  
Amelot, Paris-11<sup>e</sup> (m<sup>o</sup>. Répu-  
blique), tél. : 805.34.08.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publ Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne organise un meeting-débat sur le thème : *Les Anarchistes et les élections*, le vendredi 4 mars, à 20 h, à la Bourse du travail, cours Victor Hugo (salle au tableau).

## ROUEN

Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise le vendredi 25 février, à 20 h 30, à la Halle-aux-Toiles de Rouen, une réunion publique sur le thème : *Elections : non, gestion directe : oui.*

## SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy organise, le vendredi 25 février, à 20 h 30, une réunion d'information sur le thème : *Les anarchistes et la commune libertaire*. Elle se tiendra au centre Alfa, 3, allée des Pensées, à Bondy.

## CAEN

Le groupe anarchiste de Caen organise une série de réunions à l'occasion des élections municipales, à la MJC de Hérouville (Les Belles Portes) :

- le 28 février : *Les Anarchistes face aux élections municipales* ;  
- le 11 mars, au ciné-club de la MJC, projection du film : *La Cecilia*, suivi d'un débat sur : *Le Fédéralisme et l'organisation de la commune.*

- du 11 au 18 mars : exposition sur la Commune de Paris.

## LA SEYNE-SUR-MER

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi 25 février, à 20 h, au centre culturel Jacques-Laurent, à la Seyne-sur-Mer, une réunion-débat sur le thème : *La commune anarchiste.*

## ARGENTEUIL

Le groupe Kropotkine (Argenteuil) organise un colloque sur le thème : *Les Elections municipales — La Commune libre*, le samedi 26 février, à 15 h, salle A. Croizat, 21, rue Defresne-Bast, à Argenteuil.

## RENNES

Le groupe libertaire de Rennes et la FREE organisent, le dimanche 6 mars, un gala anti-électoral. Celui-ci aura lieu à la salle de la Cité de Rennes. Au programme :

- à 14 h 30 : Higinio Mena, chanteur-compositeur argentin ;  
- 16 h : débat ;  
- 18 h : Gérard Delahaye, chanteur.

## PARIS

Le groupe du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris (sous l'égide de l'AEPL) organise une rencontre libertaire, le dimanche 27 février, de 14 à 18 h, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup> (m<sup>o</sup> Alexandre-Dumas).

Au programme, des meetings-débats sur les thèmes suivants : *Radio-Libertaire ne se taira pas ; Non aux accords Hernu/Savary ; Plusieures interventions : transports, logement, squatt... ; Les propositions anarchistes.*

La partie spectacle sera assurée par Serge Utgé-Royo, Jean-Luc Debatiste et Hedris Londo. Avec table de presse, buffet, animation. Participation aux frais.

## PARIS

Le samedi 26 février, à partir de 19 h : grande fête du groupe Eugène-Varlin. Au programme : à 19 h, la commune anarchiste ; à 20 h, P. Didier chante... ; à 21 h, grand bal populaire. Au 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup> (m<sup>o</sup> Lormel ou Boucicaut). Entrée : 15 F ; 10 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire.

## Tarifs d'abonnement au « Monde libertaire » jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1983

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prenom .....

N ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir de N ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Endossement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

Règlement à l'ordre du bulletin

### TARIFS ABONNEMENTS AU 1/4/83 (TVA COMPRISE)

	France	Sous plis fermé	Etranger
13 n°	85 F	95 F	120 F
25 n°	155 F	180 F	230 F
50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F



en bref...en bref...

• Depuis le samedi 29 janvier, les vitres n'existent plus aux parloirs de la Maison d'arrêt des hommes, boulevard Jacques-Cartier, à Rennes. L'administration pénitentiaire aménage de nouveaux parloirs. Cette mesure concerne tous les détenus. Pour que cette mesure soit généralisée, pour que le droit à « toucher » l'autre devienne réalité, les familles ont refusé d'entrer à la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines) le même jour. Un panneau indiquait dès lundi que des mesures seraient prises « dans le temps » en fonction des transformations à opérer. A tous ceux qui désiraient œuvrer dans ce sens, téléphonez au (99) 36.71.08, de 12 h à 19 h et tout le week-end, ou contactez le Groupe libertaire de Versailles, BP 78151, Le Chesnay cedex. (Tracts disponibles à la librairie du « Monde libertaire » et à l'adresse du groupe).

• L'Association pour la diffusion de l'information et de la culture (ADIC) organise au château de Bigoure, près de Limoges, les 21, 22 et 23 mai 83 une rencontre sur le thème : « interrogation sur la technologie ». Cette rencontre a pour but de faire le point sur les mutations technologiques (informatique, robotique...) et sur les répercussions dans le milieu du travail et de confronter les différentes recherches sur l'élaboration et l'évolution de la technologie actuelle. (ADIC, BP 493, 63013 Clermont-Ferrand).

• Didier Bogny, déserteur depuis un peu moins de trois mois, a été arrêté le 18 janvier 83 à Corbeny, dans l'Aisne. Il est actuellement aux arrêts de rigueur pour soixante jours dans une caserne. Pour le soutenir moralement, vous pouvez lui écrire au régiment de livraison par Ain, GRM 6 57998 Montigny-les-Metz.

• Les 2, 3 et 4 avril 1983 se tiendront à Paris les assises du nucléaire. Ces assises auront pour but le renouveau d'un mouvement antinucléaire digne de ce nom. Les modalités de ces assises vous seront précisées d'ici peu de temps. Pour tout contact : CNAN de Bordeaux, secrétariat de la CNAN, 12, rue Planterose, 33000 Bordeaux.

• Une soixantaine de femmes du Camp de la Paix de Greenham-Common ont pénétré mardi 15 février sur la base anglo-américaine du même nom située près de Londres. Ceci afin de protester contre le futur déploiement de 96 missiles de croisière de l'OTAN à la fin de l'année. Entre temps, quarante-quatre autres pacifistes étaient jugés le même jour pour avoir envahi cette base, il y a quelques semaines. D'autres Camps de la Paix devraient voir le jour aux Pays-Bas et en Sicile, où des missiles de croisière doivent être déployés.

• Le Centre d'étude et de recherche sur l'expression libre organise du jeudi 24 février au samedi 26 février inclus, à la MJC de Carcassonne, une exposition sur le graffiti, son histoire, ses pratiques et fonctions. Un stage d'initiation aux fresques murales sera organisé les 26 et 27 février au même endroit. Pour tout renseignement, téléphonez au (68) 25.86.68.

LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR RADIO-LIBERTAIRE



Rassemblement de Radio-Libertaire à Beaubourg, le samedi 12 février 1983.

DISPOSANT d'une puissance d'émission considérable (plusieurs centaines de kilowatts sur les grandes ondes), Europe n° 1 et consorts « déversent » sur pratiquement tout le territoire national leur flot de musique marteau-pilon, ainsi que leurs divers programmes d'une consternante médiocrité, vouant, par la même occasion, des populations entières à une véritable campagne de crétinisation. Ayant pris connaissance, ces derniers temps, des différents indices d'écoute, ces requins de la radio-électricité ont très vite constaté que le phénomène des radios libres constituait un danger pour leur quasi-monopole, donc pour leur tiroir-caisse.

Réagissant promptement, Europe n° 1 décidait de s'« installer » au plus tôt sur la bande FM et de sévir là où, jusqu'à présent, dans la majeure partie des cas, de nombreuses officines s'exerçaient déjà à la modulation de fréquence, trouvant dans le manque de qualité de leur production radiophonique un réel sentiment de satisfaction !

Bref, le grand marchand de soupe qu'est Europe n° 1 venait rejoindre la grande famille des radios « libres », et quoi de mieux pour fêter ce ralliement que de venir brouiller la « voix sans maître » ? C'est en effet ce qu'il advint « grâce » aux agissements de Paris Fréquence Montparnasse. Regroupement — du moins sur le papier — de quatre radios, cette nouvelle station, rejeton d'Europe n° 1 avec dérogation à l'appui, bien sûr, commença à émettre le mercredi 9 février, rendant ainsi impossible, dans de nombreux quartiers de Paris et dans la banlieue sud, l'écoute de Radio-Libertaire. Ce procédé crapuleux, à l'image de ce qu'est vraisemblablement PFM, fut peu apprécié, on s'en doute, par les auditeurs de Radio-Libertaire, mais ne choqua nullement le grand sens moral du directeur de la station, Robert Namias, journaliste à Europe n° 1, et de Catherine Ribeiro, présidente d'honneur, qui fut, on s'en rappelle, invitée à Radio-Libertaire.

Rapidement alertée par de nombreux auditeurs, Radio-Libertaire délégua, vendredi 11 février, quatre compagnons qui se rendirent au siège de la station « brouilleuse » située au centre commercial de la Tour Montparnasse. Leur arrivée-surprise déclencha un grand vent de panique et les vigiles se regroupèrent promptement, prêts à défendre « au péril de leur vie » s'il le fallait les studios de ce cher monsieur Namias, « soudainement menacés » par quatre « dangereux anarchistes » ! C'est finalement tout le gratin de PFM — dont Robert Namias — qui reçut nos camarades. Ceux-ci signifièrent à cette « noble assemblée » que ni les pouvoirs publics, encore moins Europe n° 1, ne feraient taire la voix du regroupement radiophonique de la Fédération anarchiste, et qu'en conséquence ces messieurs feraient bien de prendre toutes les mesures nécessaires afin que Radio-Libertaire puisse se faire entendre comme auparavant dans les meilleures conditions d'écoute. On prit donc l'engagement que d'ici quarante-huit heures, tout serait fait pour que cette « regrettable erreur technique » prenne fin et soit bien vite oubliée.

Ce qui fut dit ne fut qu'à moitié fait ! Se décalant de 89,3 à 89,15 MHz, PFM permit à notre station de se faire faiblement réentendre dans les arrondissements du sud de Paris. Néanmoins, leur puissance d'émission étant considérable, le repérage de notre station demeure très difficile et le phénomène de transmodulation, presque constant, rend l'écoute de notre radio particulièrement pénible.

Ceci ne peut durer ! Il est très vraisemblable que PFM a déjà reçu de la HAA confirmation de sa fréquence d'émission et que, par là même, la présence de PFM à nos côtés n'est bien sûr pas fortuite. Comptant sur le pourrissement de la situation, c'est-à-dire sur la lassitude, la défection des auditeurs de Radio-Libertaire, Fréquence Montparnasse pense emporter le morceau de cette façon-là. Il est donc nécessaire, face à cette situation extrêmement critique, que tous les amis de Radio-Libertaire se mobilisent et soient prêts à agir au moindre appel de la station.

Voilà presque dix-huit mois que le mouvement libertaire a su se faire entendre, apprécier et respecter sur la bande FM et nous n'admettrons de personne qu'il soit porté atteinte à notre liberté d'expression !

C'est avec le plus grand calme et la plus grande détermination que nous mettons solennellement PFM en garde. Pour nous faire taire, messieurs, vous n'êtes, loin s'en faut, pas encore au bout de vos peines.

A bon entendeur, salut !

Le secrétariat de Radio-Libertaire

Editorial

« LES travailleurs n'ont pas de patrie, leurs intérêts n'étant pas antagonistes », telle était une des idées force de la Première Internationale. L'idée qu'un pays est un ensemble homogène, une sorte d'entité géographique dont tous les habitants ont les mêmes intérêts fait partie, hier comme aujourd'hui, de l'arsenal habituel de la collaboration de classes. « On » nous dira qu'en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, les choses ont changé, que l'exploitation capitaliste n'est plus aussi dure qu'avant... Voire !

Déjà en 1921, un syndicaliste réformiste nommé Dubreuil écrivait que la lutte de classes était une conception périmée, qu'elle devait être remplacée par une autre formule. Mais la lutte de classes n'est pas une conception, encore moins une formule. Elle est un fait. Tel est le grand fait social, et personne ne peut rien, n'a jamais rien pu contre les faits. Certes, les rapports de production ont changé, les travailleurs dans leur ensemble ne se battant plus pour le minimum vital ; ils l'ont. Mais les rapports de production restent : il y a ceux qui travaillent et ceux qui vivent de ce travail. Le capitalisme a accordé une petite part supplémentaire de gâteau, processus de la société de consommation oblige. Le patronat, principalement dans les pays occidentaux, avait besoin d'une nouvelle couche de travailleurs qu'il puisa dans ses anciennes colonies : les travailleurs immigrés. Corvéables à merci, sans trop de qualifications ni de revendications, ceux-ci fournirent longtemps une main-d'œuvre plus qu'appréciable pour le profit capitaliste.

En France, la syndicalisation des travailleurs immigrés n'a vraiment pris son essor que dans les dix dernières années. Dans des professions où le minimum vital était tout juste atteint (nettoyage du métro parisien, confection...), ils ont souvent servi à redorer le blason des confédérations syndicales.

Les dernières grèves dans l'automobile montrent, dans ces points vitaux de l'économie, que ce sont des travailleurs immigrés qui animent fortement les structures syndicales, qu'elles soient CGT ou CFDT. Quand tombent les menaces de licenciement sur ces délégués, le moins que l'on puisse dire est que la réaction syndicale est faible...

A l'approche des municipales, il ne faut pas faire de vagues dans la production française !... Encore une fois, la politique passe avant le syndicalisme et les intérêts des travailleurs. La faible réaction syndicale aux attaques patronales dans un secteur où pourtant le rapport de forces existe laisse mal augurer de l'avenir pour la défense des intérêts ouvriers. Produire français et resserrer d'un cran la ceinture, serait-ce les seules alternatives ?

A nous de poser les bases d'une proposition sociale qui s'oppose à l'Etat et au capitalisme, en réaffirmant que les travailleurs n'ont pas de patrie, que le socialisme ne se fera pas par le nationalisme !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DEPUIS le 9 février, Paris-Fréquence-Montparnasse émet sur la bande FM aux environs de 89,3 MHz avec une puissance très importante, et brouille systématiquement Radio-Libertaire dans de nombreux endroits de la région parisienne. A partir du lundi 21 février, Paris-Fréquence-Montparnasse émettra en direct, et refuse de prendre les mesures techniques nécessaires.

Le secrétariat de Radio-Libertaire invite les responsables de Paris-Fréquence-Montparnasse, Catherine Ribeiro et R. Namias, à venir discuter du thème : « La liberté d'expression sur les ondes », dans le cadre de l'émission « Le front des radios libres », dans le studio de Radio-Libertaire, le vendredi 25 février 1983, de 18 h à 19 h, sur 89,5 MHz.

Le secrétariat de Radio-Libertaire



Rassemblement de Radio-Libertaire à Beaubourg, le 12 février 1983.



## Le C.N.P.F. et le coût de la vie

**L**E CNPF (l'organisation nationale du patronat) n'est jamais satisfait : les ouvriers, employés, travailleurs, quel que soit le nom dont on les nomme, ne sont jamais contents ; ils en veulent plus. Les patrons, bien sûr, ne sont pas d'accord, ce qui est somme toute normal pour l'organisation « syndicale » du patronat français. Ceux qui prélèvent leur plus-value journalière de la sueur des travailleurs (1) défendent leurs intérêts plus qu'objectifs en proclamant le droit de continuer à exploiter les travailleurs ou « ceux qui vivent de leur chèque de fin de mois ».

Y'en a qui croyaient que le « CNPF and Co » baisserait pavillon après le 10 mai 81. Puisque la magistrature suprême avait été enlevée par la gauche, ça allait être la fête des patrons ! Que dalle ! La social-démocratie était encore là pour gérer les intérêts de la droite. A croire que celle-ci l'avait habilement laissée accéder au pouvoir pour combler un certain vide...

Il a fallu déchanter et voir le gouvernement socialo-communiste parler de rentabilité, d'expansion économique... Comme le disait benoîtement Michel Rocard : « les ouvriers ont besoin des patrons comme ceux-ci ont besoin des ouvriers ». Il faut que tout le monde s'entende et tout ira pour le mieux pour le socialisme à la française !

Nous, on croyait naïvement que le socialisme c'était le changement des rapports de production, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, la suppression de l'Etat... Nos socialistes d'aujourd'hui, en technocrates de la machine étatique, se sont laissés broyer par les rouages et ils ne sont pas prêts d'en sortir.

La lutte des classes est pour eux une sorte d'héritage du XIX<sup>e</sup> siècle et nous devons, toutes catégories confondues, aller d'un pas franc vers le socialisme tricolore. Rien d'étonnant à ce que le gouvernement se pose en partenaire loyal du CNPF et qu'il l'aide à alléger ses charges sociales. « Monsieur plus » Gattaz a de quoi se réjouir puisque les préparatifs d'un vigoureux « Retroussons nos manches » s'annoncent à l'horizon, tout comme sur les marches de l'Elysée. Mais une note discordante s'est fait entendre : les travailleurs immigrés et leurs grèves « antifrançaises » dans l'industrie automobile.

Mauroy, en bon chien de garde du patronat, a donné de la voix en déclarant que ces travailleurs étaient manipulés, principalement sur le plan religieux, et n'avait pas au cœur l'intérêt de la production française. Ce qui a amené le CNPF à prêcher à toutes ses fédérations la prudence en matière de politique salariale pour l'année 83. L'exemple de l'accord salarial à Renault étant considéré comme une « catastrophe ».

Du côté patronal, on va même jusqu'à dire qu'« on est en train de faire sauter toute la politique salariale du gouvernement » ! Diable, le gouvernement commençait à poser des jalons pour un nouveau cran à la ceinture et une sorte d'« anti-France » réincarnée déborde les directions syndicales et exige de la rallonge.

Il est à espérer que les diverses déclarations racistes qui ont cours aujourd'hui n'émanent pas bientôt d'organisations syndicales ouvrières, sinon l'internationalisme prolétarien, déjà mal en point, en prendrait un nouveau coup ! Ne parlons pas des rentrées de cotisations syndicales. Quoi qu'il en soit, on constate que le patronat français regroupé dans le CNPF défend toujours farouchement son gateau. En 36, quand les premiers congés payés ont été accordés, le patronat criait à la banqueroute. Depuis, il est toujours en vie, mais il doit regretter le temps où les apprentis couchaient à l'atelier !

Fernand BERNARD

(1) Ceux qui, au siècle dernier, luttèrent pour leur survie, comme ceux qui, aujourd'hui, luttent pour leur mieux-être...



Yvon Gattaz

## Masos, machos : bonnets blancs et blancs bonnets...

**A**INSI donc, il y a deux gauches, la maso et la macho. Edmond-la-Rigueur serait le pape de la première et l'inspecteur des finances Rocard la tête chercheuse. Si nous en croyons *L'Unité*, cette gauche-là serait passée de l'auto-gestion à... l'auto-flagellation !

La gauche macho, bien entendu, c'est la vraie gauche virile, que les intempéries économiques n'effrayent pas et qui marche allègrement sur la voie des conquêtes sociales en se ralliant au panache rose de Mauroy...

Les mots, dans la bouche des politiciens, n'ont jamais le sens ni la destination que leur donne le commun des mortels. Faut-il rappeler que Guy Mollet, l'homme qui envoya le contingent en Algérie, appartenait, lui aussi, à l'aile « gauche » de la SFIO ?

Les mots sont des balles, explique Jean-François Kahn. C'est parfois vrai. Mais, souvent, ce sont les balles d'un drôle de jeu de ping-pong que les politiciens se renvoient pour amuser la galerie pendant que les choses sérieuses se règlent ailleurs. A coup sûr, il ne s'agit pas d'un affrontement d'idées, mais de grandes manœuvres, car, enfin, que peut signifier d'autre ce grand tapage sur la rigueur ?

La rigueur ? Ils sont tous pour et Mauroy s'en vante, en répondant aux « donneurs de leçons » : « J'ai fait le choix de la rigueur. J'ai même fait ce qu'aucun chef de gouvernement n'a osé faire en bloquant les prix et les revenus. » Bien sûr, et en cassant l'échelle mobile, grâce à un texte de loi oublié du pétainiste Pinay, et en augmentant les cotisations sociales des salariés et des pré-retraités, et en réduisant les allocations des chômeurs. Ça, c'est de la bonne rigueur, telle que la gauche macho la conçoit. Alors, finalement, direz-vous, on ne voit vraiment pas ce qui peut diviser ces messieurs quand il s'agit de faire payer les pauvres, sinon le choix du moment pour remettre la question sur le tapis. Et encore, de ce point de vue, on a pu constater que la gauche virile, loin d'apaiser les vagues, a été toute heureuse de saisir l'occasion pour afficher une générosité que seules les circonstances, voyez-vous, peuvent contrarier...

### Sous le rideau de fumée...

Pour les uns, ces grenouillages sont en rapport avec la préparation du prochain congrès du PS et la formation d'un nouveau gouvernement. D'autres soupçonnent Rocard et ses amis d'entreprendre des manœuvres en vue d'un renversement d'alliances pour aboutir à l'éviction du PC et à une ouverture vers le centre. Les paris sont ouverts...

On avait expliqué au bon peuple que le 10 mai avait effacé les frontières entre les divers courants du Parti socialiste et réalisé l'union sacrée autour du président. Il y avait de quoi se tapoter dubitativement le menton. En effet, l'exercice du pouvoir



Edmond Maire

ne peut qu'exacerber les rivalités de clans plus ou moins dissimulées sous le rideau de fumée des divergences d'analyses et des subtilités doctrinales. Quant aux réponses à toutes les questions essentielles, politiques et économiques, *Le Monde* nous dit qu'elles « dépendent d'une perspective d'ensemble que seul connaît, pour le moment, le président de la République ». Attendons donc que le sphinx de l'Elysée se prononce. C'est chouette la « démocratie socialiste »...

### Maire le « radical »

En se lançant dans cette sombre bagarre, du haut du perron de l'Elysée, Edmond Maire avait tout de même assorti ses propos de quelques précautions, la base syndicale oblige. Ce qu'il faut maintenant, a-t-il précisé, c'est de la rigueur, mais accompagnée d'une réforme fiscale « radicale ». C'est l'éternelle rengaine de la gauche quand elle est dans l'opposition, mais une fois au pouvoir, elle devient « réaliste » et la musique change de note. Ainsi, le programme du candidat Mitterrand annonçait un impôt sur les grandes fortunes. On sait qu'il a rétréci comme une peau de chagrin sous prétexte de préserver l'outil de travail. Ajoutez à cela l'exonération partielle pour les forêts et totale pour les œuvres d'art, et voilà un impôt qui ne rapporte plus que quelques malheureux milliards. Une misère, quoi, cet impôt sur la fortune !

Les autres promesses n'ont pas été mieux tenues. C'est ainsi qu'a été jugée trop onéreuse l'exonération annoncée de l'impôt sur le revenu jusqu'au seuil de 20 000 F (1981) par part de revenu brut annuel, soit, par exemple, 5 000 F par mois pour une famille de deux enfants. On a préféré un système de décote qui permet à Fabius de prendre plus d'argent dans la poche des travailleurs.

Pour la TVA, au lieu des allègements annoncés, nous avons eu droit à un alourdissement global. Et pourtant, la gauche ne s'est jamais fait faute d'expliquer, à juste titre d'ailleurs, que les impôts indirects sont les plus injustes puisqu'ils frappent

plus durement les consommateurs aux revenus modestes. Ce qui n'empêchera pas Beregovoy, qui se classe dans la gauche macho, de nous préparer un super impôt sur l'alcool et les cigarettes...

### Les Français qui travaillent le plus

Pour en revenir à Maire, *Le Monde*, toujours bien renseigné, écrit que, s'il demande de faire payer davantage les riches, il n'obtiendra pas satisfaction. Lui-même en douterait-il ? Si oui, son ami Delors se chargera de le détromper, lui qui vient de déclarer que « dans la lutte contre les inégalités, il nous faut absolument marquer un temps ». Ce social-clérical a eu cette phrase sublime : « Ne décourageons pas les 10% de Français qui travaillent le plus. » Et nous qui avions cru jusqu'à présent que c'était ceux qui travaillaient le plus qui gagnaient le moins ?

En définitive, les propos de Maire sur la réforme fiscale « radicale » ne sont que des vœux pieux. Il pense ainsi rendre plus crédible la campagne pour les « nouvelles solidarités ». Avec un ton moralisateur de frère prêcheur, un autre secrétaire de la rue Montholon, Jean Kaspar, s'en prend à ceux qui s'arc-boutent « sur leur situation, leurs avantages et, dans certains cas, leurs privilèges ». Il s'en trouve, affirme-t-il, chez les salariés « et pas seulement chez les cadres ». Ce qui veut tout dire... Vous verrez que la CFDT nous expliquera bientôt, comme Lalonde, que certains ouvriers exploitent leurs patrons !

Et les autres syndicats, direz-vous, sont-ils masos ou machos ? Eh bien, c'est Mauroy lui-même qui a donné la réponse. Dans son *Heure de vérité*, sur Antenne 2, il a eu un accès de franchise remarquable pour expliquer qu'en matière de rigueur il a pu faire ce que Barre n'aurait jamais osé parce qu'il bénéficiait, lui, d'un large consensus syndical. Il en est en effet pour les syndicats comme pour les politiciens, qu'ils soient masos ou machos : des langages différents enrobent la même camelote.

S. BASSON



## Du bon usage des intellectuels

**L**ES 12 et 13 février derniers, le ministère de la Culture organisait les premières « Rencontres internationales de la Sorbonne sur la création et le développement ». On a donc réuni quatre cents « intellectuels » issus de divers pays du monde pour débattre pendant deux jours de leur rôle dans notre avenir.

Que pouvait-il sortir d'une telle rencontre ? Quelques réflexions pertinentes par-ci par-là et un flot de vœux pieux ! Rien d'autre, évidemment. Ce fut cependant l'occasion pour le gouvernement français, par la voix du président, de rappeler quelques axes politiques, volontaires, assez séduisants, qui méritent qu'on s'y intéresse quelque peu.

Mitterrand a en effet résumé le « projet français » dans la formule : « investir dans la formation technologique et investir dans la création artistique et intellectuelle ». C'est là effectivement une idée fixe du chef du gouvernement, qui l'a déjà formulée à plusieurs reprises, comme à l'UNESCO il y a quelques semaines encore. Mitterrand a justifié ce « projet » en déclarant qu'il résultait d'une conviction : « Les industries de la culture sont les industries de l'avenir ; investir dans la culture, c'est investir dans l'économie ». Cela rejoint l'idée selon laquelle tous les pays du monde ne sortiront de la crise que tous ensemble.

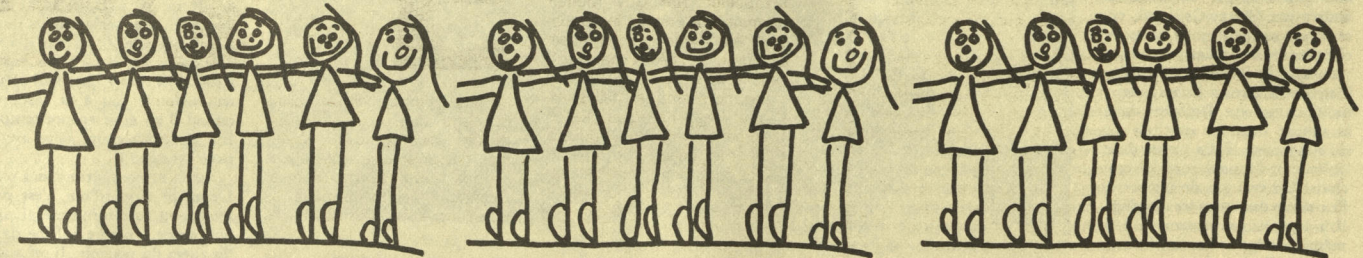
Il importe de démasquer ici une équivoque assez lourde de conséquences. En effet, l'idée fondamentale de ce discours, à savoir qu'une croissance culturelle induirait une reprise économique, et qui d'ailleurs ne fait que reprendre l'idée gaullienne selon laquelle toute croissance économique dépend directement

de l'investissement qui est fait dans la recherche scientifique, est en soit tout à fait louable. Cependant, il demeure que nous sommes dans une société de classes et qu'une telle idée n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle formulation littéraire de la gestion de la crise. Le discours est équivoque dans la mesure où il peut aussi bien être entendu comme humaniste que classiste.

Il y a une divergence fondamentale entre nous et les partis politiques. Si l'on conçoit les intellectuels comme une classe de penseurs, donc de personnes se chargeant de penser pour les autres (je pense, donc tu suis), alors nous nions à ceux-ci la prétention à être plus géniaux que les autres. En revanche, si l'on considère les intellectuels comme des gens qui travaillent avec leur intelligence, alors il y a aujourd'hui sur terre plus de quatre milliards d'intellectuels. La démarche mitterrandiste est donc foncièrement perverse. Le recul montre que quatre cents personnes ont, par leur simple présence, cautionné (peut-être pas en pleine conscience de cause, mais c'est pourtant leur rôle) cette entreprise.

Les habitudes culturelles (l'éducation) sont telles que si ce type de manifestation se renouvelle (ce qui est déjà prévu), il n'est pas douteux que la plus grande masse accordera une confiance certaine aux déclarations que pourront faire ces gens qui détiennent la science, la culture, le savoir. Là est le pouvoir : attention, danger !

Gaspard PROUVAL



**D**EPUIS quelques mois, une lutte importante se met sérieusement en place à l'intérieur de l'Education nationale. Cette lutte, c'est le combat contre l'inspection telle qu'elle est vécue dans le système scolaire français. L'inspection est, en effet, la signification concrète de la hiérarchie dans l'Education. Un homme se permet d'en juger un autre dans son boulot, dans une classe qu'il ne connaît pas. Cette inspection d'une heure, une heure et demie permet, paraît-il, d'évaluer la pédagogie d'un enseignant que l'inspecteur n'a pas vu depuis des années. Elle ne prend pas en considération le climat ponctuel de la classe, de l'humeur de l'instituteur ou du professeur, et encore moins, bien sûr, celui de l'inspecteur ce jour-là. Ce pouvoir monarchique, arbitraire et sans limite se traduit par un rapport et par une note d'inspection infantilisant l'inspecté. Cette note entrera dans le barème pour les promotions, donc pour les salaires, pour les mutations et autres mouvements du personnel.

Outre ces caractères arbitraires, arbitraires, infantilissants, l'inspection permet à l'administration de surveiller pédagogiquement les enseignants. Nombre d'inspecteurs se comportent comme de parfaits dictateurs dans leur circonscription, d'un point de vue administratif et surtout pédagogique, renforçant ainsi un conformisme certain du corps enseignant.

Dire tout cela relève de l'évidence, et nombre d'enseignants en sont conscients. Simplement le respect de la hiérarchie, la peur de dire non au supérieur..., pas très facile à vaincre tout cela. Enfin, problème bien réel :

un manque d'inspection, de par la notation intervenant dans le mouvement du personnel, signifie souvent attendre un moment avant d'obtenir un poste demandé.

Il y a quelques années, des initiatives avaient été lancées ici et là par des enseignants pour un refus d'inspection. Les réfractaires s'étaient rapidement retrouvés en commission disciplinaire, souvent coupés du reste du milieu. Aujourd'hui, la situation a changé, le ministère se montrant plus souple, et une circulaire administrative adressée aux inspecteurs (IDEN) leur a recommandé de ne pas poursuivre les réfractaires, mais de

Cent cinquante instituteurs parisiens s'engagent dans un refus collectif d'inspection en mars 82 ; le SGEN de Haute-Normandie lance également un refus d'inspection avec une page de propagande ; dans le Maine-et-Loire, le SGEN, réuni en conseil départemental, adopte le 16 décembre 82 une motion appelant au refus de l'inspection, déjà signée par plusieurs dizaines d'enseignants, etc.

Un certain nombre d'enseignants jugent qu'en effet c'est le bon moment pour lancer cette lutte anti-hiérarchique, les sanctions discipli-

naires entrent également en ligne de compte les objectifs à plus long terme qui se dégagent de cette lutte.

Pour nombre de réfractaires à l'inspection, il s'agit bien d'une lutte anti-hiérarchique (seule la note d'ancienneté devant intervenir lors des commissions paritaires pour les promotions et les mutations), mais aussi d'une remise en cause globale du métier en lui-même.

C'est s'engager dans la remise en cause de l'éducation telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée dans les écoles : le travail parcellisé, cloisonné, les enseignants sans relation

Equipes pédagogiques, gestion collective, augmentation des effectifs (un instituteur de plus par école pour le primaire, par exemple), abolition de toutes les hiérarchies (y compris celle de directeur) ; on a compris que toutes ces conceptions effrayent aussi les bureaucrates conformistes qui se tiennent aux postes de commande de la puissante FEN, et ceci au nom de la défense de l'école publique, dont la transformation se ferait forcément au profit des curés !

D'ailleurs, nul doute que ces bureaucrates sont en grande partie à l'origine de la réaction toute fraîche du ministère de maintenir coûte que coûte l'inspection individuelle. Savary vient en effet de faire savoir que, suite aux luttes qui se développent sur le terrain, l'inspection est maintenue, et que les enseignants qui maintiendraient leur refus n'auraient tout simplement pas de note pédagogique, leur barème se limitant à l'ancienneté. Nulle poursuite, donc, devant les commissions disciplinaires d'un côté, mais saccage administratif de l'autre : c'est la politique du pourrissement de la lutte que joue là le ministre, avec l'appui de la FEN.

Qu'importe. En dehors de toute idée avant-gardiste, nous sommes conscients que ce sont souvent les minorités qui débloquent les situations. Les empires syndicaux corporatistes qui règnent sur le milieu enseignant ont déjà un train de retard dans ce combat. A leurs adhérents de secouer leur conformisme et d'œuvrer pour une transformation en profondeur de l'école.

Patrick (groupe d'Angers)

## Education nationale

# LUTTE CONTRE L'INSPECTION

discuter avec eux des modalités d'évaluation du travail.

Le SGEN-CFDT, deuxième syndicat dans la fonction, s'est donc lancé dans la bataille et, en avril 82, la direction nationale du syndicat publiait un appel à la lutte contre l'inspection, selon les modalités jugées nécessaires par les syndicats départementaux (pétitions, entrevues, refus pur et simple...). Des sections départementales entières se sont maintenant lancées dans la bagarre, et il n'est plus possible aujourd'hui d'ignorer le phénomène comme le fait stoïquement le SNI (Syndicat national des instituteurs).

naires en résultant étant plus qu'hypothétiques.

Il faut profiter des situations objectivement favorables pour se lancer dans ces formes de lutte, forcément minoritaires au départ dès que l'on s'attaque à cette sacro-sainte hiérarchie. D'autant plus que le principal syndicat enseignant, la FEN, n'est absolument pas favorable à cette lutte. N'oublions pas que les inspecteurs sont syndiqués et fédérés dans la même organisation que leurs subordonnés (SNIDEN, adhérent à la FEN !). On comprend en effet les gênes mutuelles lorsque dirigeants et dirigés sont regroupés dans la même organisation.

entre eux dans une même école, chacun terré dans sa classe, recroquevillé sur lui-même de peur de confronter ses pratiques pédagogiques avec les autres.

L'inspection entre parfaitement dans ce cadre de l'isolement pédagogique de l'enseignant. Il s'agit aujourd'hui, au travers du refus de l'inspection, de faire sauter tous ces verrous, d'engager sur le terrain le travail en équipes pédagogiques, d'aller vers une gestion collective de l'école, au moins par tous les enseignants et pourquoi pas par les enseignants. On aura compris l'obstacle que représente l'inspection à une telle transfor-

ets...



Edmond Maire  
des consommateurs  
modestes.  
a pas Beres  
esse dans la  
nous préparer  
r l'alcool et

ailent le plus  
à Maire, Le  
n renseigné,  
nde de faire  
es riches, il  
faction. Lui-  
il ? Si oui,  
chargera de  
ui vient de  
ns la lutte  
s, il nous  
arquer un  
clérical a eu  
ne : « Ne  
es 10% de  
nt le plus. »  
cru jusqu'à  
eux qui tra-  
gagnaient

propos de  
me fiscale  
nt que des  
e ainsi ren-  
campagne  
olidarités ».  
lisateur de  
utre secré-  
olon, Jean  
à ceux qui  
ur situation,  
ans certains  
». Il s'en  
chez les sa-  
ment chez  
veut tout  
de la CFDT  
ôt, comme  
s ouvriers  
ns !

cats, direz-  
asos ou  
est Mauroy  
la réponse.  
vérité, sur  
accès de  
e pour ex-  
de rigueur  
arre n'au-  
qu'il bène-  
consensus  
effet pour  
pour les  
ent masos  
gages dif-  
me came-

BASSON



Elections municipales

# CRÈVE CHAROGNE... ... ALLO MAMAN BOBO !

**D** EPUIS quelque temps, la campagne électorale en vue des élections municipales de mars prochain s'émaille d'invectives en tous genres. Terminée l'époque des débats feutrés, des polémiques à fleurets mouchetés et de l'agressivité bon chic bon genre ! Désormais, on en est à l'insulte, au mépris tapageur, aux insinuations franches, à la haine et aux coups de bazookas en-dessous de la ceinture. On en est, façon de parler ! La droite, la droite conservatrice, nationale et revancharde, cette droite de petits boutiquiers dirigée de main de maître par Chirac-Goldorak en est là. Et ça marche. Et ça marche de mieux en mieux !

Samedi 12 février, à Marseille, le maire de Paris a littéralement roulé ce pauvre Defferre dans la merde sous les ovations de ses supporters. Il l'a traîné dans la boue et l'a noyé sous les crachats. Un vrai jeu de massacre. Et comme dans tous ses meetings, il a logé le gouvernement à la même enseigne. Pantins ! Amateurs !... Il n'en a pas manqué une. Un véritable appel au meurtre et à l'insurrection !

Le lendemain, sur RTL, Barre se mettait au diapason de Chirac. En moins vulgaire, bien sûr. Le boursoufflé chafouin tient à se démarquer de l'horrible. Mais... n'empêche ! Et le même jour, sur Europe 1, Lecanuet soi-même enfourchait lui aussi le cheval du mépris et de l'invective ! Ah, qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour essayer de rester dans le coup !

Bien évidemment, nombreux sont ceux, et les socialo-communistes en tête, qui pensent qu'il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Les campagnes électorales, c'est bien connu, ça donne toujours lieu à des débordements de ce genre. Mais après, ensuite, tout cela se tasse. Les esprits se calment et on peut recommencer à ergoter tranquillement entre gens du même monde. Balivernes, donc, que ces coups



de gueule de la droite ! Balivernes ? Voir.

Les coups de gueule de Chirac, en effet, vont plus loin que la simple agressivité spéciale campagne électorale. De toute évidence, son attitude présente s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de longue haleine, de type poujadiste ou néo-fasciste. Car, parallèlement à l'insulte, en complément à l'insulte serait-il plus exact de dire, Chirac avance des propositions et un projet de gouvernement qui ressemblent à s'y méprendre à ceux avancés il y a seulement quelques décennies par d'autres, en Italie, en Allemagne et ailleurs. Moins d'impôts. Dénationalisation. Licenciement d'une bonne partie des fonctionnaires. Démantèlement du mouvement ouvrier organisé. Réduction des avantages sociaux. La France aux

Français... et j'en passe et des meilleures.

En clair, Chirac est en train de mettre sur pied, à grands coups d'invectives et de démagogie, un gigantesque rassemblement des déçus, des aigris et des frileux. Et ce n'est pas un hasard si son charisme ne cesse de grandir. Car il est populaire, Chirac-Goldorak ! Il ne faut pas s'y tromper. Il sait incarner à merveille la France profonde. Il sait la caresser dans le sens du poil. Il sait se faire comprendre d'elle. Il parle son langage, et donc il représente un danger. Un danger que les imbéciles sans espoir du réformisme socialo-communiste néglige.

Actuellement, en effet, la majorité fait le gros dos sous les insultes et se contente de rire de l'indigence des propos du maire de Paris. Mieux, elle donne un maximum de publicité à tout

ce qu'il raconte en se disant que c'est tellement énorme que ça va être du pain béni pour mobiliser l'électorat de gauche. Bref, la force tranquille laisse les coudées franches à Chirac en croyant naïvement pouvoir le manœuvrer en l'érigeant en repoussoir. D'autres, en Italie et en Allemagne, avaient déjà adopté cette attitude, et on a vu ce qu'il en est résulté !

Car il faut voir les choses en face. Chirac, aujourd'hui, est en train de faire le trou à droite. Giscard, Barre, et toute la droite libérale avec eux, font de moins en moins le poids. Ce n'est pas leur style de vociférer à qui mieux mieux et de se répandre en démagogie outrancière. Et donc ils commencent à être largués. Au niveau électoral, ça va se faire petit à petit, mais dans les faits, sur le terrain, c'est déjà chose faite. Et ça n'ira

pas en s'arrangeant. Car moins la gauche réagira et plus Chirac prendra de l'assurance et plus son audience croîtra.

Hé oui, c'est ainsi, le réformisme a toujours eu le ventre mou. Sa stratégie du changement dans la continuité, son refus de prendre l'adversaire de classe bille en tête, ses attermoissements permanents, son impuissance congénitale à rompre avec le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, son respect de la règle du jeu démocratique... l'ont toujours amenée à prêter le flanc aux coups du populisme de droite et à faire le lit du fascisme. La social-démocratie allemande, le front populaire d'Allende, la république espagnole... ont payé cher leur refus de tordre le cou à la réaction quand il en était encore temps. Et, par contrecoup, nous avons payé avec eux !

Aussi, ne nous y trompons pas. L'ennemi aujourd'hui n'est pas seulement ce réformisme gluant qui péroré à perdre haleine dans les allées du pouvoir. Il est aussi à droite. Car aujourd'hui, il gueule comme un veau et couine comme un porc, mais demain, si l'on n'y prend garde, il nous croquera tout cru.

Soyons vigilants, donc ! Ne sous-estimons pas ceux qui aujourd'hui ressemblent à des bouffons. Le bouffon d'un jour est souvent le bourreau du lendemain.

Le réformisme, par nature, est incompetent pour mener bataille sur le front de la guerre de classes. Il a toujours réchauffé sur son sein ceux qui allaient ensuite l'étrangler. C'est ainsi, il ne sait que pleurnicher « allo maman bobo » une fois qu'il est trop tard.

C'est notre rôle de révolutionnaires que de briser tout à la fois ces deux faces inversées d'un même vieux monde que sont le réformisme et le fascisme.

Jean-Marc RAYNAUD

Voter, c'est  
abdiquer !

**N** E nous y trompons pas : les élections municipales, comme toutes les élections, s'inscrivent dans le processus d'une logique sociétariaire bien déterminée. Découlant de ce fait, et quel que soit les étiquettes politiques des futurs élus, il n'y aura, comme toujours, pas grand-chose à attendre d'elles.

La gauche, prônant une rigueur faisant suite à l'austérité de la droite, certains problèmes du moment tel que le chômage, les inégalités sociales, tout ce qui en fin de compte découle des relations de pouvoir, nous révèlent chaque jour davantage l'immobilisme étroit du système réformiste où les municipalités, au travers du rôle et des fonctions qui sont les leurs, n'ont en fait qu'une indépendance purement fictive.

Par exemple, constatons l'arbitraire d'une volonté de réaliser le projet de la future centrale nucléaire de Golfech. Peut-on affirmer, sans passer pour ridicule, que sa mise en construction représente le reflet d'une volonté populaire, alors que les populations avoisinantes, et donc concernées par les conséquences d'une telle décision n'ont jamais été consultées, notamment Agen, à 25 kilomètres en aval de Golfech ?

Au sein d'une commune libre, de telles aberrations ne pourraient se produire. En effet, et contrairement aux principes qui régissent les actuelles communes, les communes libres pourraient se réunir à tout moment sur la demande de leurs habitants, pour traiter des questions urgentes et nécessaires, ou pour toute révo-

cation jugée utile au sein de leur conseil. Comme références des mises en pratique de nos idées, nous pouvons dire que l'Ukraine makhnoviste de 1918-1921 et la révolution espagnole de 1936, qui appliquèrent nos conceptions de gestion directe des moyens de production agricoles et industriels, figurent parmi les exemples les plus significatifs des possibilités d'émancipation et de réalisation sociale en communes libres. Il ne s'agit donc pas de vœux théoriques.

Ainsi, au-delà de la simple critique, au-delà de la duplicité irréformable d'un contexte social qui fait que les décisions se réalisent sur le dos des électeurs, il s'agit, pour nous anarchistes, de jeter les bases d'une organisation économique et sociale respectant la liberté de l'individu, l'indépendance et l'autonomie des groupements (associations, syndicats, comités de quartier, etc.), tout en unissant ces différentes composantes par des liens d'entraide.

Devant la faillite des idéologies et des systèmes autoritaires, le fédéralisme libertaire, puisque c'est de lui qu'il s'agit, appliqué dans ses principes, serait bien plus susceptible de conduire l'humanité vers une compréhension générale des individus, des nations, des fédérations, vers la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, vers la suppression de la domination de l'homme par l'homme.

Groupe libertaire d'Agen



**A**UJOURD'HUI, nous connaissons tous (surtout dans les grandes agglomérations) les maux dont souffrent nos communes et ses habitants. L'individu n'a aucun pouvoir de décision et ne peut contrôler la gestion du Conseil municipal. La mairie est un champ clos où s'affrontent les politiciens, et du résultat des élections municipales — comme des autres élections — dépend une part importante des recettes des partis politiques. Récemment, des dossiers ont été publiés mettant à nu le rôle des bureaux d'études-fantômes et des sociétés anonymes véreuses dans la gestion communale. Dans tout cela, nous n'avons rien à gagner. Anarchistes, nous agissons contre le désordre et le gaspillage. Nous proposons donc le fédéralisme comme moyen rationnel adapté à la gestion de la commune. Cette structure souple doit permettre l'autonomie locale, la coordination des activités, et offrir suffisamment de cohésion pour éviter l'éclatement.

Il est évident que les divisions territoriales arbitraires qui nous régissent actuellement disparaîtront. Lorsqu'on parle de commune et de fédéralisme, le premier élément qui intervient est la détermination de l'« entité » de base. La taille et la localisation des communes se détermineront à tout moment par l'assemblée générale des habitants. Nous assisteront certainement à de nombreux fractionnements ou regroupements sur la base du quartier ou de la réunion de plusieurs hameaux ou villages.

Une fois la commune définie, l'assemblée générale des habitants désignera ses délégués pour former le conseil communal. Ces délégués, nommés pour assurer un travail précis, sont contrôlables et révocables à tout moment par l'assemblée générale des habitants. Lorsque les communes avoisinantes auront fait de même, il est logique que ces communes se fédèrent sur la base de leur intérêt mutuel, de l'autonomie locale et de la libre coopération. Leurs délégués siègeront à la Fédération régionale des communes. De proche en proche, nous mettrons ainsi en place un Conseil national (ou interrégional) des communes, ainsi qu'un Conseil international.

Chaque organisme n'intervient que dans son domaine de compétence (communal, régional, national ou international) et ne peut exercer une quelconque autorité sur les autres organismes. En cas de conflit (par exemple entre deux communes) qui ne peut se résoudre au niveau des intéressés — c'est-à-dire les deux entités communales — c'est la région, l'organisme englobant (englobant et non pas supérieur !) qui intervient en fonction des attributions qui lui ont été confiées (suivant le mode de décision décrit précédemment) et dans le respect de l'autonomie locale.

Voilà, en simplifiant beaucoup, comment pourrait s'appliquer, à propos des communes libres, le fédéralisme libertaire.

#### Statistiques

La commune est constituée dans le but de pourvoir à certains services qui ne sont pas du domaine exclusif de telle ou telle catégorie professionnelle, mais qui les intéressent toutes.

Avant de mentionner ces différents services publics, il serait bon d'aborder ce qui est l'une des plus importantes fonctions de la commune, c'est-à-dire être un organisme de distribution entre le producteur et le consommateur. La commune reste le seul intermédiaire entre le producteur et le consommateur et, de fait, tend à harmoniser la production en fonction des besoins. Cette harmonie est réalisée au niveau national grâce aux informations recueillies de la part des communes et des fédérations d'industrie.

Ce travail, très complexe, ne s'improvise pas et demande le traitement d'une somme considérable d'informations. Rappelons, pour mémoire que d'ores et déjà des statistiques exhaustives et très fines existent. Les chambres patronales rassemblent aujourd'hui tous les éléments qui nous seront nécessaires demain...

Je ne parle guère dans cet article de l'articulation fédéraliste de la production (industrielle ou agricole) ; la structure syndicale est bien connue et œuvre en parallèle de l'organisation communale. Les rapports sont étroits et l'échange d'informations entre ces deux organismes est permanent. Je me bornerai donc à préciser un peu plus le fonctionnement de la commune en évoquant les principaux services publics gérés par la commune.

#### Service public

*Sécurité individuelle et collective — L'évolution des mentalités s'effectuant*

## esquisse D'UNE GESTION COMMUNALE

Il est impossible d'assujettir totalement la production aux besoins, mais le gaspillage, inhérent à l'économie de marché, s'en trouvera fort diminué.

Cet organisme de distribution s'intègre dans un ensemble plus vaste qui va régler toute la vie de la commune : c'est l'Office local de la statistique. Sur le plan local, ses attributions sont le recensement de la production (Fédération locale des syndicats) et de la consommation (magasins communaux). L'Etat civil est aussi de sa compétence, de même que la gestion des services communaux (approvisionnement industriel, agricole, médical, distribution alimentaire, etc.). Disons que ce service rassemble les informations en provenance de tous les services communaux. Son rôle, en tant que service central, est primordial. Bien sûr, il se formera des Offices régionaux de statistique (en communication constante avec les Offices locaux). Ces Offices vont se fédérer pour constituer un Office national de statistique. Cet Office a une vision très large de l'économie nationale et est donc à même, de manière indicative, de fixer par exemple la durée moyenne du temps de travail par semaine par branche industrielle pour satisfaire la consommation et approvisionner les stocks.

simultanément au cours de la révolution et l'économie subissant une profonde transformation, la plupart des crimes et des délits n'auront plus de raison d'être. Par exemple, l'égalité économique supprimera assez naturellement le vol. Quant à la sécurité collective, la commune se dotera d'un certain nombre de moyens techniques pour lutter contre les incendies, inondations, neige, etc., le renforcement devant se faire en accord avec la région de façon à pourvoir à l'autonomie locale et à éviter gaspillage et double emploi de matériel.

*Services techniques* — Suivant l'importance de la commune, ces services vont être différenciés et vont occuper un nombre variable de travailleurs. Citons en bloc la voirie, les transports, les communications. Sur l'architecture, il est intéressant de se reporter à l'article de Michel Ragon (ML du 13 janvier 83) qui définissait les rapports entre architectes et habitants ; l'habitat devant évoluer vers le confort et l'espace.

Parlons aussi de la santé publique qui prendra en charge l'hygiène et la gratuité des soins. Les médecins du travail pourraient être directement rattachés à ce service local. Les cliniques, les dispensaires et les médecins de quartier dépendent

de ce service communal, alors que les hôpitaux et l'aide médicale d'urgence, par exemple, seraient plutôt de la compétence de la santé publique régionale.

*Enseignement* — Les enseignants, comme d'autres catégories professionnelles (médecine) à l'intérieur de la commune, peuvent s'organiser selon deux grands axes. Premièrement, les délégués du corps enseignant et du corps médical, les parents d'élèves, les élèves, etc. peuvent former un Conseil communal (puis régional et national) de l'Enseignement qui prendrait en compte tous les problèmes matériels des enfants et des adultes (approvisionnement, locaux, matériels scolaires, etc.). Ce Conseil communal transmettra toutes suggestions au Conseil régional qui traite l'organisation de l'enseignement pour la région (universités, instituts, etc.). Le mécanisme s'étend jusqu'au Conseil national de l'enseignement qui embrasse tout le territoire.

Deuxièmement, les organisations d'enseignants fédérés en une Fédération de l'enseignement traiteront tous les problèmes de pédagogie, de formation, d'éditions, etc.

Bien évidemment, les principes qui vont guider cette œuvre éducative sont ceux du projet d'éducation libertaire dont les anarchistes Francisco Ferrer et Sébastien Faure ont été parmi les meilleurs représentants. L'une des caractéristiques de l'éducation libertaire, concept global qui dépasse de très loin le cadre de la simple pédagogie, est la liaison étroite et formatrice avec le mouvement ouvrier. Cette liaison sera immédiate grâce à l'articulation fédéraliste de la commune et, plus généralement, de la société entière.

Constatons-le aisément, cette gestion communale ne passe pas par le bulletin de vote. Aucun parti politique n'est prêt à souscrire à nos thèses. C'est pourquoi nous nous abstenons lors des prochaines élections. Puisque nous savons que pour atteindre notre but nous ne pouvons compter que sur l'éducation et sur l'action révolutionnaire, nous en profiterons pour diffuser encore un peu plus largement nos propositions et créer les conditions favorables à cette transformation profonde et durable de nos communes.

En tout état de cause, les anarchistes doivent se méfier de l'improvisation que certains « libertoïdes » ont érigée en vertu et qui, par le passé, a fait beaucoup de mal. Donc pas de schémas rigides, mais une organisation souple à mettre en œuvre sur place par les habitants eux-mêmes et la nécessité de jeter les bases d'une organisation économique et sociale en rapport avec l'époque actuelle.

Marc  
(groupe Sevrans-Bondy)





## La désagrégation politique et morale de l'O.L.P.



**S'** IL existe un phénomène qui doit retenir toute notre attention, c'est l'évolution du nationalisme anticolonialiste des peuples soumis, depuis le début du siècle, à l'exploitation économique et politique des pays occidentaux. Leur démarche est constante. A l'origine, la volonté d'un peuple de retrouver son histoire et son identité se mêle à des aspirations humanitaires où il est question des conditions sociales des populations qu'on entend libérer de l'impérialisme, puis, l'inévitable guérilla qui en est l'arme impose des mesures de contraintes « provisoires ». Enfin, lorsque l'organisation de « libération » a pris corps, on assiste à son évolution vers des structures politiques qui, avec leurs hiérarchies, leurs magouilles politiciennes, sont le reflet de celles de l'impérialisme dont on voulait se débarrasser. Il est vrai que, dès l'origine, le ver était dans le fruit, car pour attirer à soi les populations, on a fait appel à ces deux éléments qui sont les supports de tout impérialisme : le nationalisme et la religion. Aujourd'hui, l'OLP est arrivée à ce stade où les sacrifices et les luttes n'ont plus d'autres significations que d'établir un Etat copié sur ceux des impérialismes occidentaux, avec son cortège de combats internes pour le pouvoir.

La réunion à Alger du « Parlement » palestinien est symbolique en ce sens que la société qui les reçoit a justement, et de façon spectaculaire, suivi le même chemin, et que l'insurrection algérienne teintée de « socialisme » s'est transformée en un Etat impérialiste de classe savamment hiérarchisé, dont la vie politique de ces dernières années s'est bornée à des luttes de clans pour le pouvoir. Aujourd'hui, on peut mesurer le chemin parcouru entre l'Etoile nord-africaine de 1930 — d'où le syndicalisme révolutionnaire n'était pas absent — et la société de classes qui en est le fruit empoisonné.

Ce qui retenait les politiciens palestiniens assoiffés de pouvoir des débordements auxquels nous assistons à Alger, c'était les nécessités de la lutte mili-

taire au Liban et de la cohabitation avec la population d'un pays qu'ils avaient investi et qui leur servait de base logistique dans leur lutte contre Israël. La détermination de cet Etat, qui ne fut jamais arrêté par des scrupules démocratiques envers ses voisins, même s'il conserve quelques éléments à son usage personnel a réglé le problème militaire et rejeté l'OLP vers un terrorisme qui fut son point de départ, qui peut être sanglant, mais dont l'efficacité est douteuse. L'organisation palestinienne est aujourd'hui dispersée dans tous les pays du monde arabe. Recue d'abord avec force embrassades spectaculaires, où l'on s'étreint pour mieux s'étouffer, les Palestiniens, après avoir été acclamés, ont été parqués dans des zones d'accueil surveillées — les potentats de ces Etats redoutant la turbulence de ces troupes qui, depuis des années, vivent l'arme au poing et sans scrupule pour l'habitant. Seuls les chefs — qui sont d'ailleurs des pions dans la main des Etats qui leur ont donné asile et favorisent leur politique particulière — ont encore la possibilité de se déplacer ! Ce sont eux et leurs clients que nous avons vus à Alger essayer de définir une politique d'« unité » où les uns apparaissaient comme les clients de la Russie, les autres des Etats-Unis, ou plutôt comme les clients des Etats du Moyen-Orient à la remarque de l'un ou de l'autre des deux impérialismes qui tirent les ficelles de cette tragédie sanglante. Et dans une certaine mesure, les luttes politiques farouches auxquelles nous avons assisté, ponctuées par de larges sourires toutes dents dehors, ne sont pas différentes de celles qui opposent les politiciens israéliens pour conserver ou conquérir le pouvoir.

Le « Parlement » palestinien à Alger a été un véritable Parlement, en ce sens que ce fut une pétaudière qui n'avait rien à envier à ce à quoi on assiste au cours des sessions des parlements européens. On a défini les contours d'un Etat qu'il ne reste qu'à arracher à Begin ; on a trituré les différents « plans » proposés par les impérialistes ; on a pourfendu les

Etats-Unis, Israël et les impérialistes... Du bavardage, quoi ! En réalité, le spectacle était dans la salle où l'« unité » coulait à flot.

La télévision est impitoyable, et lorsqu'elle nous montrait le docteur Habache faisant l'éloge des Soviétiques, la tête de Yasser Arrafat était plaisante à voir. Le bougre ne souriait plus. De cette réunion, où « les frères » s'empoignèrent avec virulence, il n'est rien sorti que des mots derrière lesquels se cachaient des haines qui secouent tout le Moyen-Orient. Des milliers d'hommes sont morts pour que ces polichinelles singent les mœurs parlementaires de l'Occident ; d'autres sont en train de mourir dans des guerres impies pour le plus grand profit des impérialismes qui tirent les ficelles dans la région. Jamais peut-être la fameuse formule : « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des marchands de canons » n'a été si vraie. Les industriels russes, américains, anglais, français s'enrichissent des guerres qui dévastent le Moyen-Orient.

Du « Parlement » de l'OLP, il n'est rien ressorti, sinon le soin laissé au seul Arrafat de présider à la politisation à outrance de l'organisation. Les obligations de la lutte armée vont se relâcher, la désagrégation va s'accroître, les petits tyranneaux vont retourner vers leurs patrons lybien, syrien, russe ou américain, afin de jouer un rôle dans la liquidation de cette tragédie !

Oui, il nous faut réfléchir sur ce phénomène de « libération » des peuples, à l'origine teintée de socialisme, aussi bien en Israël que dans les pays arabes, que le nationalisme comme les religions ont dévoyé et que le parlementarisme pourrit lentement, mais inexorablement. Oui, il faut réfléchir sur ces périodes intermédiaires qui font passer les peuples de l'exploitation par les impérialismes à leur exploitation par leur propre classe dirigeante. La révolution est un tout qui doit se débarrasser des artifices forgés en Occident pour continuer, sous des formes appropriées, la mise sous tutelle des populations !

Maurice JOYEUX

Elections législatives en R.F.A.

### ECOLOGISTES : DES POLITICIENS EN HERBE

**L**A campagne électorale bat son plein en RFA. Chaque parti en lice essaie de s'attirer le plus grand nombre de voix. Aussi, à quelques jours des élections du 6 mars, le canevas des alliances est quasiment tissé : c'est sans surprise que les syndicats soutiennent le SPD, les industriels et les milieux d'affaires ont opté pour le gouvernement Kohl et souhaitent la victoire de la CDU/CSU, et la hiérarchie catholique reste discrète sur ses opinions. Mais dans une lettre épiscopale lue il y a quelque temps dans toutes les églises, elle insistait sur des principes généraux de morale politique (notamment la lutte contre l'inflation et le chômage) et il n'est pas pour lui déplaire que le candidat SPD Vogler soit un catholique pratiquant. Ceci a son importance dans un pays où l'Etat prélève directement sur les salaires non seulement les impôts, mais aussi les deniers de Saint-Pierre (environ 8 à 10% de la retenue totale tombe directement dans les poches des diocèses et autres Eglises).

Mais ce qui nous intéresse davantage est l'entrée dans le jeu électoral de ce qui est devenu aujourd'hui la troisième force politique en RFA : les « Verts » (die Grünen), ces fameux Verts et leurs listes multicolores !

En fait, dès 1979, ce parti fait son apparition sur la scène politique, avec l'entrée dans les Parlements. Depuis, ils sont une cinquantaine à défendre les couleurs de l'écologie et du pacifisme. Ces politiciens en herbe ont opté pour le système parlementaire représentatif car ils veulent créer un lien entre les mouvements de base et le gouvernement. Ils insistent sur la notion de démocratie directe (?) et de responsabilité politique. Que de vert-biage ! Si leur programme, au premier abord, semble alléchant, ils ne cachent pas moins le cynisme de tous les politiciens. Que faut-il attendre des « Verts » ? « Des réformes économiques dans le cadre du capitalisme », tel que l'a déclaré Thomas Ebermann, de la Liste alternative verte (GAL) de Hambourg. Bref, un capitalisme propre, à visage humain, dans lequel l'exploitation — agricole et humaine — serait bio !

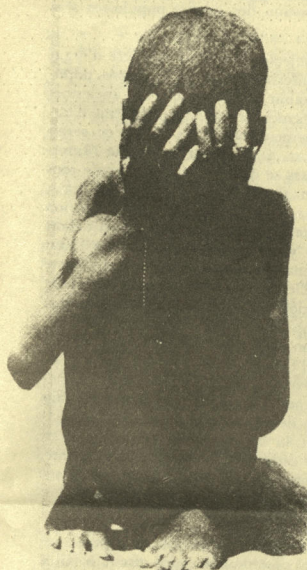
Ce ne sont que de charmants rigolos — mais dangereux pour ceux qui se laissent prendre à leur pantomime — prêts à s'allier, opportunisme oblige, avec le SPD. Politique de compromis, de collaboration ; l'écologie, le pacifisme, la non-violence aux couleurs vertes et autres ne peuvent être des remèdes efficaces aux crises que nous connaissons, puisqu'ils s'inscrivent dans le système parlementaire. Voter vert, c'est toujours choisir un maître !

Martine (liaison Bas-Rhin)





# Le nationalisme du Tiers-Monde et l'Etat



**S**ANS adhérer aucunement aux politiques des blocs impérialistes, qu'elles soient russe, américaine, européenne ou autre et tenter de justifier leurs crimes, on ne peut davantage soutenir cette floraison de dictatures militaires qui sévit dans les pays dits du Tiers-Monde, dictatures orchestrées par une clique de tyrans, au nom de l'indépendance nationale.

Un rapide tour d'horizon de l'histoire africaine au lendemain de la Première Guerre mondiale, alors que s'entamait le processus de conquête mené par les puissances étrangères envers les pays africains, s'impose, afin de comprendre d'une part la situation contemporaine et en vue d'établir, d'autre part, un parallèle plus que troublant entre les méfaits du colonialisme et ceux du nationalisme.

Nourri au sein des puissances coloniales, le concept de nation va se développer en Afrique. Ces mêmes puissances coloniales vont contraindre de puissants groupes ethniques à s'assembler artificiellement en une nation et vont les amener à se plier à des lois en désaccord total avec leurs coutumes locales... L'entreprise colonialiste va s'ingénier à briser toute résistance grâce à son arsenal répressif.

Les hauts faits militaires se succèdent :  
- les Français triomphant de la résistance des tribus Touareg occupant la majeure partie du Sahara... ;  
- les colons anglais et français dépècent les régions du Cameroun, du Tchad, du Togo... et se partagent ces territoires.

Des tentatives de révoltes s'amorcent, de nombreux peuples se précipitent dans la lutte afin de conserver leur identité et leur communauté : les peuples Toro, Buayaro, Ankola, Barenga, Acholi, Ashanti... résistent à la poussée impérialiste.

Le partage de l'Afrique par les puissances coloniales fut une tragédie historique dont l'ampleur est encore aujourd'hui impossible à estimer. Ce morcellement se perpétue de nos jours, mais il revêt un autre masque tout aussi hideux que le précédent : celui du nationalisme.

L'anarchiste Rudolf Rocker écrivait avant la Seconde Guerre mondiale : « Les mêmes nationalités qui, avant la Première Guerre mondiale, ne cessaient de se révolter contre l'opresseur étranger, se révoltent aujourd'hui, alors qu'elles ont conquis leur indépendance, comme lespires oppresseurs des minorités sociales dans leur propre juridiction ; elles leur infligent les mêmes oppressions morales et physiques que lorsqu'elles étaient des peuples soumis à des nations étrangères... Ces peuples, qui au nom de la libération ont secoué les jougs des régimes étrangers, n'en ont tiré aucun bienfait. Dans la plupart des cas, ils ont endossé un nouveau joug qui est bien souvent plus oppressif que l'ancien. La mutation de ces groupes humains en un Etat national ne leur a pas apporté de nouvelles perspectives... Le concept de Nationalisme s'érige comme le fait de la volonté de puissance d'une minorité pour les intérêts particuliers d'une caste, d'une classe... dans l'Etat » (1).

Pour les quatre cent vingt millions d'Africains, le passage du colonialisme vers le nationalisme n'a guère modifié leur condition d'opprimés.

Ces vingt dernières années, les contrées africaines n'ont subi rien moins que vingt guerres et quarante coups d'Etat militaires. Entre 1952 et 1968, soixante-dix tentatives de putschs ont eu lieu :

- six coups d'Etat successifs pour le Dahomey en 1972 ;  
- également six coups d'Etat militaires en Somalie, entre octobre 70 et 72 ;

- des putschs ont balayé les autorités civiles en Haute-Volta, en République centrale du Sud, au Ghana, au Nigéria, en Lybie... ;

- la révolte de l'armée algérienne destitue Ahmed Ben Bella en juin 1965 et porte au pouvoir Houari Boumediène ;

- en Egypte, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, un groupe d'officiers armés, dont Abdel Nasser, singent l'exemple des Italiens, des Allemands et des fascistes espagnols en organisant « le Mouvement des chemises vertes ». Nasser prend le pouvoir en 1954 et supprime toute opposition...

Actuellement, dix-neuf pays d'Afrique sont sous régime militaire... La prise du pouvoir par des juntes militaires semble être une infection chronique des pays sous-développés. Ces régimes militaires dans les sociétés africaines offrent effectivement de nombreuses similitudes avec ceux de l'Amérique latine (Argentine, Chili, Paraguay, Bolivie, Pérou, Brésil, Honduras, Guatemala, Salvador, Nicaragua). La quasi-totalité des pays d'Amérique latine sont (ou ont été) momentanément sous la botte militaire. Cette épidémie dictatoriale atteint tant les régimes de droite que ceux de gauche, et ils peuvent être ainsi réunis sous une même bannière. Les marxistes-léninistes et consorts qui dissertent sur l'Etat ouvrier feraient bien mieux de réviser leur théorie... Ils pourraient alors percevoir la connexion latente qui existe entre le nationalisme, la religion d'Etat et le militarisme. La dictature militaire ne s'étale-t-elle pas sans vergogne à Cuba, en Union soviétique, en République populaire de Chine, au Vietnam, en Corée ?...

« Une nation renferme un éventail complet de personnes diverses qui étaient d'origine et de langue différentes, forgées en une seule nation, uniquement en fonction d'intérêts dynastique, économique, politique » (Rocker).

A l'image des puissances coloniales impérialistes, les nations indépendantes oblitérent la diversité des cultures indigènes et de leurs communautés naturelles, sous prétexte qu'elles ont pour mission de moderniser et de civiliser les « sauvages ». Or ces cultures sont à plus d'un égard bien supérieures, bien plus humaines et bien plus libres que celles des institutions autoritaires imposées par leur soi-disant sauveurs qui les mystifient.

Il y a incompatibilité d'essence entre le concept d'Etat-nation et celui de communauté naturelle.

Simple miroir aux alouettes, l'autodétermination nationale n'est en rien synonyme de liberté interne des individus, des groupes et des communautés, elle ne demeure qu'une théologie politique de l'Etat réclamant que soit sacrifié sur l'autel de son pouvoir absolu la liberté de tous ses sujets.

Tant que les minorités nationales qui luttent afin d'échapper à la domination des gouvernements étrangers tenteront d'établir des Etats de leur cru, ils se condamneront à être enchaînés par de nouveaux maîtres, peut-être réaliseront-ils alors que le « despotisme se manifeste non pas dans la forme, mais dans le principe même de l'Etat » (Bakounine).

Rejetant les limites nationales imposées par l'Etat afin d'isoler et de diviser les individus en camps hostiles, le projet libertaire prône une libre fédération de communautés naturelles : associations volontaires d'individus à même de transcender les frontières artificielles érigées par l'Etat.

(D'après Sam Dolgoff, brochure de l'ACF (organisation anarchiste nord-américaine) : *Le Nationalisme du Tiers-Monde et de l'Etat*).

(1) Rudolf Rocker, Nationalisme et culture.

## ESPAGNE

### Carrefour : la chasse aux anarchistes

**D**EPUIS fin décembre 1982, la CNT se trouve confrontée au nouveau directeur de la chaîne Carrefour en Catalogne. Il est intéressant d'informer les lecteurs du *Monde libertaire* de l'action de la CNT dans cette affaire.

A Carrefour, être syndiqué à la CNT est un motif de licenciement ; c'est ce que vérifieront trois compagnons le 28 décembre dernier. A partir de ces licenciements, la lutte va s'engager pour obtenir leur réintégration. Les méthodes de lutte employées sont bien caractéristiques de l'anarcho-syndicalisme en général et de la CNT en particulier.

A Carrefour, si la grève n'a pu être utilisée immédiatement, compte tenu de la trop grande importance des bureaucrates et du personnel de surveillance, le boycott des produits a été mis en place méthodiquement. De multiples interventions militantes de groupes d'une centaine de personnes ont soutenu activement cette campagne de boycott. C'est ainsi que les entrées du magasin ont été bloquées plusieurs fois par des manifestations pacifiques. Carrefour a même été vidé de ses clients suite à sept cents boules puantes lancées par un groupe de compagnons.

L'efficacité d'un tel boycott est loin d'être négligeable. Nous en voulons pour preuve la riposte énergique de la direction de Carrefour et de la police. En effet, huit militants ont été arrêtés et des provocations policières grossières ont été montées contre la CNT. Des voitures ont été incendiées sur les parkings et des policiers ont été brûlés.

Une nouvelle fois, on tente de criminaliser nos compagnons anarcho-syndicalistes espagnols. Que les employés de Carrefour répondent aux attaques patronales est intolérable pour la direction et tout est fait pour porter le conflit sur le terrain de la justice et du droit commun. Malheureusement, la CNT a l'habitude de ce genre de provocations et ce n'est ni la première ni la dernière tentative qui vise à faire disparaître la CNT du terrain social.



### Dix bonnes raisons de ne pas acheter à Carrefour

- 1 - Parce que Carrefour a renvoyé deux travailleurs et a ordonné la détention de huit autres qui ont participé aux actions de protestation réalisées au Prat.
  - 2 - Parce qu'avec ces renvois, Carrefour a les mains libres pour affamer trente ou trente-cinq familles.
  - 3 - Parce que cette politique de licenciement est pratiquée dans tous les établissements Carrefour.
  - 4 - Parce que la direction de Carrefour-Prat ne reconnaît pas les rares lois qui « protègent » les travailleurs.
  - 5 - Parce que la direction de Carrefour se moque de la constitution et renvoie les travailleurs qui ne se soumettent pas à sa dictature.
  - 6 - Parce que Patrick Meny et la direction française menacent les emplois et sont spécialistes de la création de conflits sociaux (quarante licenciement à Malaga).
  - 8 - Parce que nous devons arrêter les licenciements, ne pas perdre nos quatre sous pour la faim et la misère.
  - 9 - Parce que demain, ce peut être ton entreprise qui te renverra, et tu nous demanderas la même chose que nous te demandons.
  - 10 - Parce que ça revient au même d'acheter à Carrefour ou au magasin du coin.
- Tous ensemble, mettons fin à tant d'humiliation et de honte.
- Pour les camarades qui veulent simplement garder leur emploi, n'achète pas à Carrefour.
- Créons-nous des solidarités en France, c'est une des manières de démystifier les multinationales. Que l'internationalisme entre les travailleurs soit vigoureux dès aujourd'hui.
- C'est cela notre Internationale qui lutte contre les injustices aux quatre coins du monde.
- Fédération locale de Prat de Llobregat - CNT-AIT



### Boycott de la multinationale Carrefour

**A** Barcelone, des tracts ont circulé dénonçant la déclaration de guerre que Carrefour a déclaré à la CNT.

En achevant le VI<sup>e</sup> congrès de la CNT, la Fédération locale des syndicats de Prat de Llobregat a informé l'organisation des événements qui ont eu lieu fin décembre et début janvier dans l'entreprise Carrefour au Prat de Llobregat.

Carrefour est une multinationale ayant un capital à 50% français et 50% espagnol. Carrefour (appelé aussi Hiper ou Pryca dans d'autres régions d'Espagne) a un nouveau directeur, Patrick Meny, depuis février 82. Ce directeur s'est taillé, à son ancien poste de Malaga, une réputation de gangster du patronat, et a remplacé le non moins crapuleux Jean-Edmond Rivière, nommé à Oviedo (magasin Hiper).

D'entrée de jeu, le nouveau directeur se distingue dans la chasse aux anarchistes. Le 28 décembre 82, il licencie le camarade Ignacio Nevado, puis un autre, Julian Ortega pour être affiliés à la CNT et avoir distribué des tracts.

Nous appelons donc tous les syndicats et les militants libertaires à boycotter cette multinationale, partout où elle se trouve installée. De la même façon, nous alertons tous les syndicats et militants de Catalogne.

Le 27 janvier, les travailleurs de Carrefour vont réaliser une grève illimitée contre les licenciements des camarades, pour leur réintégration. Pour l'action directe et contre le chômage, tous ensemble pour boycotter Carrefour.

Fédération locale de Prat de Llobregat



# ORGANISATION DE L'INTERNATIONALE

**N**OUS reproduisons de *L'Almanach du Peuple pour 1872*, publié par la Commission de propagande socialiste à Saint-Imier, cet article de Bakounine, qui résume bien les idées du grand révolutionnaire russe.

La tâche immense que s'est imposée l'Association internationale des travailleurs, celle de l'émancipation définitive et complète des travailleurs et du travail populaire du joug de tous les exploités de ce travail, des patrons, des détenteurs des matières premières et des instruments de production, en un mot de tous les représentants du capital, n'est pas seulement une œuvre économique ou simplement matérielle, c'est en même temps et au même degré une œuvre sociale, philosophique et morale ; c'est aussi, si l'on veut, une œuvre éminemment politique, mais seulement dans le sens de la destruction de toute politique, par l'abolition des Etats.

Nous ne croyons pas avoir besoin de démontrer que dans l'organisation actuelle, politique, juridique et sociale des pays les plus civilisés, l'émancipation économique des travailleurs est impossible, et que par conséquent pour l'atteindre et pour la réaliser pleinement, il faudra détruire toutes les institutions actuelles : Etat, Eglise, Forum juridique, Banque, Université, Administration, Armée et Police, qui ne sont en effet qu'autant de forteresses élevées par le privilège contre le prolétariat ; et il ne suffit pas de les renverser dans un seul pays, il faut les renverser dans tous les pays, parce que depuis la fondation des Etats modernes au XVIII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, il existe entre toutes ces institutions, à travers les frontières de tous les pays, une solidarité toujours croissante et une très forte alliance internationale.

La tâche que l'Association internationale des travailleurs s'est imposée n'est donc pas moindre que celle de la liquidation complète du monde politique, religieux, juridique et social actuellement existant, et son remplacement par un monde économique, philosophique et social nouveau. Mais une entreprise aussi gigantesque ne pourrait jamais se réaliser si elle n'avait à son service deux leviers également puissants, également gigantesques, et dont l'un complète l'autre ; le premier, c'est l'intensité toujours croissante des besoins, des souffrances et des revendications économiques des masses ; le second, c'est la philosophie sociale nouvelle, philosophie éminemment réaliste et populaire, ne s'inspirant théoriquement que de la science réelle, c'est-à-dire expérimentale et rationnelle à la fois et n'admettant d'autres bases que les principes humains, expression des besoins éternels, des masses, ceux de l'égalité, de la liberté et de l'universelle solidarité.

Poussé par ces besoins, c'est au nom de ces principes que le peuple doit vaincre. Ces principes qui ne lui sont pas étrangers ni même nouveaux, dans ce sens que, comme nous venons de le dire, il les a de tout temps portés instinctivement en son sein. Il a toujours aspiré à son émancipation de tous les jours qui l'on asservi, et comme il est, lui le travailleur, le nourricier de la société, le créateur de la civilisation et de toutes les richesses, — le dernier esclave, le plus esclave de tous les esclaves ; et comme il ne peut s'émanciper sans émanciper tout le monde avec lui, il a toujours aspiré à l'émancipation de tout le monde, c'est-à-dire à l'universelle liberté. Il a toujours passionnément rêvé l'égalité, qui est la condition suprême de la liberté ; et malheureux, éternellement écrasé dans l'existence individuelle de chacun de ses enfants, il a toujours cherché son salut dans la solidarité. Jusqu'à présent, le bonheur solidaire ayant été inconnu ou du moins peu connu, et vivre heureux ayant signifié vivre égoïstement aux dépens, par l'exploitation et par l'asservissement d'autrui, seuls les malheureux, et par conséquent les masses populaires, ont senti et réalisé la fraternité.

Donc, la science morale, en tant que doctrine morale, ne fait autre chose que développer et formuler les instincts populaires. Mais entre ces instincts et cette science, il y a cependant un abîme qu'il s'agit de combler. Car si les instincts justes avaient suffi pour la délivrance des peuples, il y a longtemps qu'ils eussent été délivrés. Ces instincts n'ont pas empêché les masses d'accepter, dans le cours si mélancolique, si tragique

de leur histoire, toutes les absurdités religieuses, politiques, économiques et sociales dont elles ont été éternellement les victimes.

Il est vrai que les expériences cruelles par lesquelles elles ont été condamnées à passer n'ont pas été perdues par les masses. Ces expériences ont créé dans leur sein une sorte de conscience historique et de science traditionnelle et pratique, qui leur tient lieu très souvent de science théorique. Par exemple, on peut être certain aujourd'hui qu'aucun peuple de l'Occident de l'Europe ne se laissera plus entraîner ni par un charlatan religieux ou messianique nouveau ni par aucun fourbe politique. On peut dire aussi que le besoin d'une révolution économique et sociale se fait vivement sentir aujourd'hui dans les masses populaires de l'Europe ; car si l'instinct collectif des masses ne s'était pas si clairement, si profondément, si résolument prononcé dans ce sens, il n'est pas de socialistes au monde, fussent-ils même des hommes du plus grand génie, qui eussent été capables de les soulever.



Les peuples sont prêts, ils souffrent beaucoup, et, qui plus est, ils commencent à comprendre qu'ils ne sont pas du tout obligés de souffrir et, fatigués de tourner sottement leurs aspirations vers le ciel, ils ne sont plus disposés à montrer beaucoup de patience sur la terre. Les masses, en un mot, indépendamment même de toute propagande, sont devenues sincèrement socialistes. La sympathie universelle et profonde que la Commune de Paris a rencontrée dans le prolétariat de tous les pays en est une preuve.

Mais les masses, c'est la force, c'est au moins l'élément essentiel de toute force ; que manque-t-il donc pour renverser un ordre de choses qu'elles détestent ? Il leur manque deux choses : l'organisation et la science, les deux choses précisément qui constituent aujourd'hui et qui ont toujours constitué la puissance de tous les gouvernements.

Donc, l'organisation d'abord, qui d'ailleurs ne peut s'établir sans le concours de la science. Grâce à l'organisation militaire, un bataillon, mille hommes armés peuvent tenir et tiennent effectivement en respect un million de peuple aussi armé, mais désorganisé. Grâce à l'organisation bureaucratique, l'Etat, avec quelques centaines de mille employés, enchaîne des pays immenses. Donc, pour créer une force populaire capable d'écraser la force militaire et civile de l'Etat, il faut organiser le prolétariat.

C'est ce que fait précisément l'Association internationale des travailleurs, et le jour où elle aura reçu et organisé dans son sein la moitié, le tiers, le quart ou seulement la dixième partie du prolétariat de l'Europe, l'Etat, les Etats auront cessé d'exister. L'organisation de l'Internationale ayant pour but, non la création d'Etat ou de despotismes nouveaux, mais la destruction radicale de toutes les dominations particulières, doit avoir un caractère essentiellement différent de l'organisation des Etats. Autant cette dernière est autoritaire, artificielle et violente, étrangère et hostile aux développements naturels des intérêts et des instincts populaires ; autant l'organisation de l'Internationale doit être libre, naturelle et conforme en tous points à ces intérêts et à ces instincts. Mais quelle est l'organisation natu-

relle des masses ? C'est celle qui est fondée sur les déterminations différentes de leur vie réelle, quotidienne, par les différentes espèces de travail, c'est l'organisation par corps de métier. Du moment que toutes les industries seront représentées dans l'Internationale, y compris les différentes exploitations de la terre, son organisation, l'organisation des masses populaires sera achevée.

On pourrait nous objecter que cette manière d'organiser l'influence de l'Internationale sur les masses populaires semble vouloir établir, sur les ruines des anciennes autorités et des gouvernements existants, un système d'autorité et un gouvernement nouveaux. Mais ce serait là une profonde erreur. L'action organisée de l'Internationale sur les masses se distinguera toujours de tous les gouvernements et de l'action de tous les Etats, par cette propriété essentielle de n'être que l'action naturelle, non officielle, d'une simple opinion, en dehors de toute autorité. Il y a entre la puissance de l'Etat et celle de l'Internationale la même différence qui existe entre l'action officielle de l'Etat et l'action naturelle d'un club. L'Internationale n'a et n'aura jamais qu'une grande puissance d'opinion et ne sera jamais que l'organisation de l'action naturelle des individus sur les masses, tandis que l'Etat et toutes les institutions de l'Etat : l'Eglise, l'Université, le Forum juridique, la Bureaucratie, les Finances, la Police et l'Armée, sans négliger sans doute de corrompre autant qu'elles le peuvent l'opinion et la volonté des sujets de l'Etat, en dehors même de cette opinion et de cette volonté, et le plus souvent contre elles, réclament leur obéissance passive, sans doute dans la mesure, toujours très élastique, reconnue et déterminée par les lois.

L'Etat, c'est l'autorité, la domination et la puissance organisées des classes possédantes et soi-disant éclairées sur les masses ; l'Internationale, c'est la délivrance des masses. L'Etat ne voulant jamais et ne pouvant jamais vouloir que l'asservissement des masses, fait appel à leur soumission. L'Internationale, ne voulant autre chose que leur complète liberté, fait appel à leur révolte. Mais afin de rendre cette révolte puissante à son tour et capable de renverser la domination de l'Etat et des classes privilégiées uniquement représentées par l'Etat, l'Internationale doit s'organiser. Pour atteindre ce but, elle emploie seulement deux moyens qui, alors même qu'ils ne seraient point toujours légaux — la légalité n'étant, la plupart du temps, dans tous les pays, autre chose que la consécration juridique du privilège, c'est-à-dire de l'injustice — sont au point de vue du droit humain aussi légitimes l'un que l'autre. Ces deux moyens, nous l'avons dit, c'est d'abord la propagande de ses idées, et, ensuite, l'organisation de l'action naturelle de ses membres sur les masses.

A quiconque prétendrait qu'une action ainsi organisée est encore un attentat à la liberté des masses, une tentative de créer une nouvelle puissance, autoritaire, nous répondrons qu'il n'est ou bien qu'un sophiste ou un sot. Tant pis pour ceux qui ignorent la loi naturelle et sociale de la solidarité humaine, au point de s'imaginer que l'indépendance mutuelle absolue des individus et des masses soit une chose possible, ou même désirable. La désirer, c'est vouloir l'anéantissement même de la société, car toute la vie sociale n'est autre chose que cette dépendance mutuelle incessante des individus et des masses. Tout individu, même le plus intelligent, le plus fort, et surtout les intelligents et les forts en sont, à chaque instant de leur vie, à la fois les producteurs et les produits. La liberté même de chaque individu est la résultante toujours de nouveau reproduite de cette masse d'influences matérielles, intellectuelles et morales que tous les individus qui l'entourent, que la société au milieu de laquelle il naît, se développe et meurt, exercent sur lui. Vouloir échapper à cette influence, au nom d'une liberté transcendante, divine, absolument égoïste et se suffisant à elle-même, c'est la tendance au non-être ; vouloir renoncer à l'exercer sur autrui, c'est renoncer à toute action sociale, à l'expression même de sa pensée et de ses sentiments, c'est encore aboutir au non-être ; cette indépendance tant prônée par les idéalistes et les métaphysiciens, et la liberté individuelle conçue dans ce sens, c'est donc le néant.

(Suite au prochain numéro)





## TRACES D'A.R.F.I.

Un an d'émissions (*Jazz en liberté*, sur Radio-Libertaire) et plus d'une vingtaine d'invités (musiciens, organisateurs, producteurs) nous ont permis de cerner les « fléaux » de la scène de la musique improvisée (1) en France. Parmi ceux-ci, nous avons pratiquement toujours buté sur le manque de solidarité qui existe entre les intervenants de cette musique, là où des musiciens étrangers ont parfois réussi à s'organiser pour défendre leurs intérêts musicaux et matériels, avec certes un impact variable.

En effet, si tout le monde veut bien reconnaître l'état lamentable de la situation économique et de la condition du musicien dans la musique improvisée en France, fort peu de tentatives sont entreprises collectivement pour y remédier, et prendre ainsi en charge ses propres problèmes. Il faut savoir en effet que la situation est la suivante :

- peu de lieux pour se produire. De plus, taxés comme des boîtes de nuit et écrasés de charges, ceux-ci ferment en série ;
- ignorance totale des médias pour ce genre de musique, par définition peu rentable. (*Jazz en liberté* semble être la seule émission qui s'y consacre sur toute la bande FM ; j'espère me tromper !).

Il est pour le moins ardu de faire connaître sa musique dans ces conditions, auxquelles s'en ajoutent bien d'autres (redistribution assez aléatoire des fonds SACEM en matière de musique improvisée ; rôle peu avouable de la critique qui s'arroge comme toujours des critères de jugement ; position trouble de la Direction de la musique...). Tout ceci pourra faire l'objet d'un autre article...

Il nous a paru essentiel dans ces conditions de souligner l'initiative de l'ARFI, phénomène unique en France, tant au niveau fonctionnel que musical. L'ARFI (Association à la recherche d'un folklore imaginaire) est née de la volonté de musiciens lyonnais de faire vivre leur musique, essentiellement improvisée, en la jouant et en la diffusant, et de la faire évoluer en la pratiquant collectivement. La notion de folklore imaginaire fait référence à un enracinement culturel ou social, par opposition à la disparition du folklore dans nos sociétés « occidentales ». Chaque individu se constituerait donc un « folklore imaginaire » selon son acquis musical et même social. L'ARFI comprenant à l'heure actuelle quinze musiciens, on imagine sans peine la richesse et la diversité de la musique provenant de leur regroupement en différentes formations, stables ou éphémères. Il y a cependant toujours une ligne directrice dans la façon d'aborder la musique.

Les deux formations ARFI les plus connues sont le Workshop de Lyon (Jean Bolcato, Maurice Merle (2), Christian Rollet, Louis Sclavis) et le Marvelous Band (Alain Gibert, Maurice Merle, Louis Sclavis, Christian Ville, Guy Villerd) (3). Cette notoriété occulte souvent d'autres musiciens ARFI (ou parfois les mêmes, mais dans d'autres formations) chez un public de « branchés » manquant singulièrement de curiosité. Il serait temps par exemple que le public s'aperçoive de l'existence de gens comme Jean-François Minjard et Bernard Bollerot, même si leur musique peut sembler plus difficile d'abord. Je citerai également Steve Waring, un de ces rares musiciens

qui font des chansons pour enfants sans les prendre pour des imbéciles.

Mon propos n'étant pas ici de faire de la critique musicale ou esthétique, je ne puis que vous conseiller de vous référer aux disques et aux concerts ARFI (deux concerts à ne pas rater cette semaine, voir ci-dessous)... et d'écouter *Jazz en liberté*.

Les activités de l'ARFI sont diversifiées, comprenant :

- des concerts chaque semaine dans le local de l'ARFI à Lyon (les Clochards célestes), avec des musiciens appartenant ou non à l'ARFI ;
- toujours aux Clochards célestes, des ateliers portant sur la voix, le rythme... ;
- des stages (4) permettant une approche de problèmes musicaux universels (écoute, polyrythmie, respiration...) et qui s'adressent à tous. Attention, il ne s'agit donc pas là d'enseignement, l'ARFI étant tout sauf une école.

Le fonctionnement de l'ARFI est lui aussi tout à fait intéressant. Il faut souligner tout d'abord que les membres de l'ARFI conçoivent l'action collective en dehors de tout dirigisme et qu'ils prennent toutes les décisions à l'unanimité des voix ! L'association a tout d'abord fonctionné par autofinancement, les musiciens versant 10% de leurs revenus à l'ARFI — ce qui est toujours le cas à l'heure actuelle. Aujourd'hui, l'ARFI ayant à prendre en charge un secrétariat, des frais de salles et autres charges, cela ne suffit plus. L'ARFI est titulaire d'un projet FIC de 220 000 francs (5), mais se voit bloquer par la municipalité de Lyon qui pratique le misérabilisme culturel, les instances régionales et le département (ADDIM) qui leur a généreusement octroyé 3 000 F !

La situation est donc pour l'instant peu brillante pour l'ARFI qui a un découvert de 50 000 F. Voilà une bonne occasion de rappeler que l'ARFI étant une association, on peut y adhérer...

ARFI : 51, rue des Tables Claudiennes, 69001 Lyon.

- Disques disponibles à Phaedra, 17, rue Sextius Michel, 75015 Paris ou en écrivant à l'ARFI.

- Concerts : Workshop de Lyon : 26 février, au Musée d'art moderne, à 20 h 30. La Marmite infernale : 27 février, au Centre G. Pompidou de Beaubourg, (treize musiciens ARFI : un événement à Paris !).

Jean-Pierre

(1) Musique improvisée ou jazz contemporain, free-music, free-jazz, etc., selon les tendances et surtout les étiquettes « apposées ».

(2) Invité le 13 février à *Jazz en liberté*.

(3) Interview et concert du Marvelous Band diffusés les 1<sup>er</sup> et 8 février (22-24 h).

(4) Une brochure comprenant une correspondance entre Christian Rollet et Alain Gibert vient d'être éditée, portant sur la façon d'aborder la musique improvisée par des stages pour tous. Dix francs : écrire à l'ARFI.

(5) FIC : Fonds d'intervention culturelle, intéressant plusieurs ministères : dans sa « débauche » de culture, l'Etat ne peut ignorer une initiative aussi importante que l'ARFI.

## SÉLECTION TÉLÉVISION

— TFI : le 26 fév. à 21 h 30 : *Droit de réponse*. Débat proposé et animé par Michel Polac. Aujourd'hui : *Et Dieu nom de Dieu*, titre qui a pour thème Dieu et la foi. Après les biasses (le 19/2), aujourd'hui : les corbeaux !

Le 27 fév. à 20 h 35 : *Papillon* (1974), un long métrage de Franklin Schaffner, avec Steve Mac Queen et Dustin Hoffman. Un classique.

Le 28 fév. à 15 h 30 : *Le Temps d'une rencontre*, avec Mama Béa et Remo Fonlani.

Le 28 fév. à 16 h 45 : Henri Gougaud raconte aujourd'hui la ville d'Ys (légende bretonne avec la douce voix de tonton...).

Le 4 mars à 22 h 40 : les grandes expositions. Ce soir : *L'École de la Haye*, les peintres hollandais du XIX<sup>e</sup> siècle, avec un Van Gogh étonnant.

— A2 : le 26 fév. à 20 h 40 : *La Nuit des césars*. A qui la cahouette ? Lino Ventura, Romy Schneider et Wajda ?...

Le 4 mars à 15 h 05 : *La Poupée sanglante*, d'après l'œuvre de Gaston Leroux, avec Jean-Paul Zenacker et Yolande Folliot.

— FR3 : dimanche 27 fév. à 22 h 30 : cinéma de minuit : *The Beast of the city*. Un bon polar avec Jean Harlow et Walter Huston.

Le 1<sup>er</sup> mars à 22 h 40 : *Une Minute pour une image*, préparé par Agnès Varda : œuvre de Don mac Cullin : *Le Cadavre d'une Palestinienne* (1976).

Le 3 mars à 20 h 35 : en hommage à Maurice Biraud, un film de Alain Boudet : *Notre bien chère Milly*, avec Maurice Baquet, Frank David... Juste un souvenir.

### RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans l'article de Yves Frémion, intitulé *Quinze mesures pour la BD et une grande mesure d'eau*, paru dans le ML n° 475, en page 7. Dans le chapitre *Aides économiques*, au tout début, il fallait lire : « C'est un chapitre pas mauvais, mais qui ne va guère aider que les éditeurs et les diffuseurs... », au lieu de : « C'est un chapitre qui n'est pas mauvais, mais qui ne va guère aider les éditeurs et les diffuseurs... ».

## Liste des prochains invités de Radio Libertaire

• Mercredi 23 février : « Le feuilleton du Coral » (18-19 h) : avec le Comité de soutien au Coral.

• « Lycées-les s'exprimer » (19-20 h) : avec les lycéens du lycée autogéré du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

• « L'invité quotidien » (20-22 h) : Roger Dadoun parlera de son livre *Freud*.

• Cérémonie 1984 » (22-24 h) : avec New Rose disquaire.

• Jeudi 24 février : « C'est la lutte finale » (10 h 30-14 h) : avec Serge Bianchi qui parlera de son livre : *La Révolution culturelle de l'An II* (de 12 à 14 h) ;

• « Bisous Bisous » (15-16 h) : avec Yves Frémion. Aujourd'hui : la laideur peut-elle être un avantage ?

• « L'invité quotidien » (20-22 h) : avec J. Echantillon, metteur en scène de *Mort accidentelle d'un anarchiste*, actuellement au Théâtre Labryère. Cabu, qui a réalisé l'affiche de la pièce, sera peut-être présent.

• « Sans frontière » (22-24 h) : musiques, poésies et culture du monde.

• Vendredi 25 février : « La bourse et la vie des consommateurs » (10-12 h) : le papier recyclé.

• « Le fou parle » (12-14 h) : avec l'équipe de l'excellente revue *Le Fou parle*. Les invités : A. Rollin (écrivain) et Kerleroux (dessinateur).

• « Le front des radios libres » (18-19 h) : Radio-Libertaire invite Catherine Ribeiro et Robert Namias de Paris-Fréquence-Montparnasse, qui brouille actuellement Radio-Libertaire, à venir

débatte sur 89,5 MHz au sujet de la liberté d'expression sur la bande FM.

• « L'invité quotidien » (20-22) : mise en pratique d'une économie de type distributive.

• « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : sur les arts plastiques.

• Samedi 26 février : « Croissant show » (9-12 h) : les petits bals du samedi soir à propos de la fête du groupe Eugène Varlin de la FA. Avec Pierre Didier qui animera le bal.

• Chronique syndicale » (12-14 h) : avec des militants anarcho-syndicalistes de la FA.

• Prisons » (19-20 h) : l'émission sur l'enfermement reprend. Invité : Serge Livrozet qui parlera du Comité d'action des prisonniers (1972-1979).

• Paris Banlieue Blues » (22-24 h) : avec le comité de soutien à Solidarność.

• Dimanche 27 février : (11-12 h) : invité : les frères Amara.

• Jazz en liberté » (17-20 h) : Gégorg Mergon (violoncelliste).

• Trisomie 21 » (20-24 h) : toutes les formes de rock. Ce soir, un « spécial prison ».

• Lundi 28 février : « Grand angle » (14-18 h) : le magazine de l'image : MBXA, cinéma expérimental.

• Mardi 1<sup>er</sup> mars : (22-24 h) : le groupe Dièse 440 (improvisation électro-acoustique).

• Mercredi 2 février : « Le feuilleton du Coral » (18-19 h).

• « L'invité quotidien » (20-22 h) : Roger Dadoun parlera de son livre *Reich*.



# MAIRES ET ETAT FACE A LA SECURITE

La Commission des maires sur la sécurité, mise en place l'année dernière par le Premier Ministre, a rendu son rapport il y a quelque temps. Monsieur Bonnemaison, député-maire d'Épinay-sur-Seine, est l'auteur de ce rapport qui, vu toutes les saloperies qu'il contient, aurait dû faire crier d'indignation tous les travailleurs sociaux qui se respectent.

Pour pallier la délinquance, le rapport Bonnemaison envisage plusieurs solutions : intervention new-look des forces de police, militarisation de l'animation sociale, municipalisation des structures socio-éducatives luttant actuellement contre la délinquance.

La première de ces solutions consiste à développer l'ilotage, afin de permettre une meilleure intégration des flics à la population. Le nombre des effectifs de police est augmenté et la surveillance des quartiers populaires est renforcée. Tout ceci, bien sûr, dans un but de prévention !

Or, comment passe-t-on de la petite à la grande délinquance ? Examinons le cas d'un enfant qui a eu le malheur de naître dans une famille « à problèmes » où il ne grandira pas dans des conditions affectives et matérielles satisfaisantes. Cet enfant est, dès sa naissance, classifié par l'appareil étatique comme « cas social », c'est-à-dire comme délinquant potentiel.

Si ce « cas social » est pris par les flics en train d'enfreindre la loi, il deviendra, pour la société, un délinquant. Dès lors, il portera pour toute sa vie cette marque infamante et, ne pouvant trouver de travail, il entrera petit à petit dans le cycle infernal prison-récidive-prison.

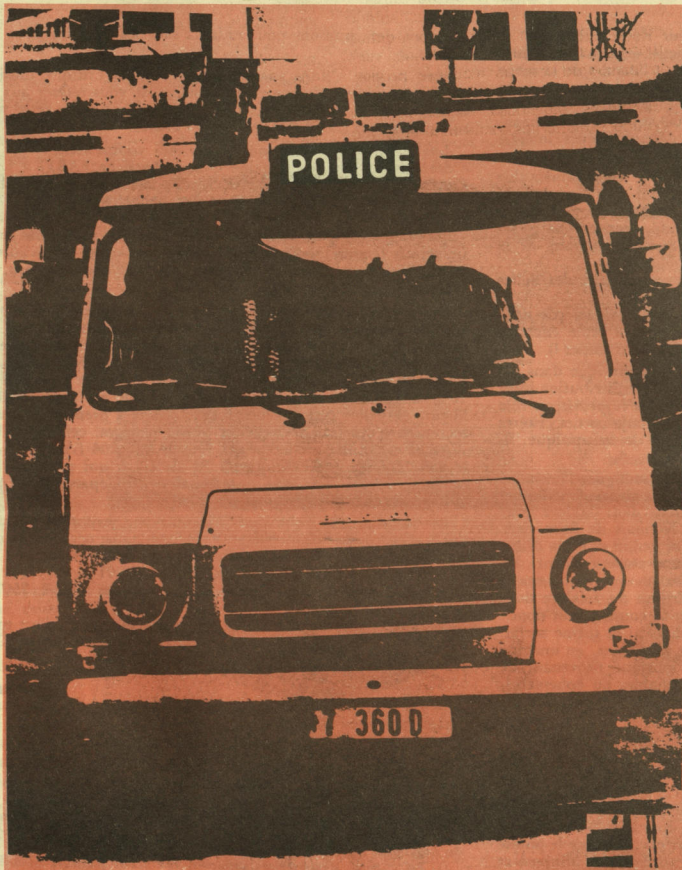
Si, en revanche, il a la chance de ne jamais se faire prendre, il pourra s'intégrer à la société et deviendra dans la plupart des cas un citoyen respectable... qui ne supportera même pas que des délinquants s'en prennent au peu de biens qu'il aura réussi à amasser !

Les exemples sont nombreux de personnes ayant commis de petits délits dans leur jeunesse (vols dans les magasins, bagarres), qui ont à présent une vie rangée, tout simplement parce qu'ils ont eu la chance de ne jamais se faire prendre.

En fait, il s'avère que ce sont les flics qui créent les délinquants. D'ailleurs, à l'heure actuelle, qui n'est pas un délinquant potentiel ? Qui, de toute sa vie, n'a jamais rien volé, que ce soit à son boulot, dans une grande surface ou ailleurs ?

Plus l'État créera ou développera des institutions qui encadreront et réprimeront la population, plus les cas sociaux se « feront prendre » et deviendront des délinquants.

Ainsi, parallèlement à l'ouverture de nouveaux commissariats, le nombre de cas sociaux se faisant piquer et criminaliser pour avoir, par exemple, pris un soir une mobylette, va considérablement augmenter, et le boulot de prévention entrepris par certains éducateurs de rue et animateurs sociaux (pas tous !) dont le but est de refuser la criminalisation de ces jeunes, va être détruit.



La délinquance est un engrenage qui mène à la délinquance. Les flics et la prison, en piquant et en isolant des individus de la société, ne font qu'augmenter leur degré de révolte, de refus de cette société.

Toute personne qui s'est penchée sur cette question sait fort bien que la prison n'est pas un purgatoire, mais un lieu où l'on apprend le meilleur moyen de ne plus se faire piquer par les flics. En rejetant ses délinquants, la société les condamne à s'enfermer dans l'illégalité.

Bien sûr, il n'y a pas, parmi les socialistes, que des brutes épaisses prêtes à frapper et à enfermer toute personne s'écarterant légèrement du droit chemin tracé par l'État. Alors, le rapport Bonnemaison innove. Les ilotiers travailleront main dans la main avec les travailleurs sociaux ; ils seront sympas avec les jeunes et recevront une formation théorique en psychologie et en socio.

Quant à tous les « zonards de banlieue » qui ne savent pas quoi faire pendant l'été, on les enverra en vacances avec de gentils CRS et de charmants militaires pour leur apprendre, dans une ambiance de virile camaraderie, le maniement du char d'assaut et du fusil-mitrailleur.

Tout le beau monde, à gauche comme à droite, est d'accord sur cette méthode pédagogique, le principal étant que le

but de la manœuvre soit atteint : contrôler davantage les délinquants ! Le moyen : répondre à leur besoin de sécurité matérielle et affective en leur proposant de vrais chefs, en essayant de leur faire comprendre qu'ils n'ont finalement besoin que de ça...

Enfin, on va proposer aux jeunes qui seront condamnés à moins de dix mois de prison un travail socialement utile au lieu de la taule. En haut lieu, en effet, on est conscient que la prison n'arrange rien.

Voilà une belle réforme, une « punition pas con ». Mais c'est encore une punition qui sera vécue comme telle avec tout ce que cela comporte (valorisation du « délinquant » par rapport à ses petits copains, augmentation de son degré de révolte). L'État continue de trancher entre les bons et les mauvais, sans vraiment s'attaquer aux causes !

Autre aspect peu réjouissant de ce rapport Bonnemaison : la Commission des maires sur la sécurité, « méfiante du réseau associatif » (sic), se propose d'organiser la prévention de la délinquance à partir de la municipalité. D'une façon plus générale, aucune association de prévention ne devrait pouvoir intervenir sur le territoire communal sans avoir obtenu l'agrément du conseil antidélinquance de la municipalité. La structure de ces con-

seils municipaux qui vont bientôt se mettre en place est simple. Elle réunit sous l'autorité du maire, assisté d'un représentant de la préfecture, des policiers, des magistrats et les différents ministères concernés. A l'initiative de cet exécutif, certaines associations de prévention pourront être appelées à apporter leur concours au conseil.

On s'aperçoit que les gens travaillant sur le terrain sont quasiment mis à l'écart. Il s'agit d'une prise de contrôle arbitraire et dangereuse, aussi bien pour les jeunes que pour les travailleurs sociaux. Curieusement, cette municipalisation du travail social n'a fait réagir aucun syndicat ! Quoi qu'il en soit, ce rapport fait l'objet d'un projet de loi qui sera voté à la session de printemps.

La montée de la délinquance est une conséquence logique de la crise qui secoue aujourd'hui l'économie marchande. Société de consommation à outrance, restructuration internationale du capitalisme, régimes d'austérité... autant de phénomènes dont la principale victime est le sous-prolétariat.

Cette conjoncture économique et sociale se conjugue à une crise des valeurs traditionnelles, crise traversant actuellement une partie de la jeunesse.

Enfin l'assistanat est partout présent. Deux millions de chômeurs et un bataillon de travailleurs sociaux qui augmente de jour en jour...

Dans ces conditions, faut-il encore s'étonner de constater le développement d'une délinquance juvénile de plus en plus dure ?

Celle-ci se caractérise par la précocité de ses auteurs et la violence qu'elle extériorise. Il n'est plus rare en effet de voir des gamins de dix ans bousculer une grand-mère et lui faucher son sac à main. Il n'est plus rare également de voir des filles de quatorze ans maquillées par des gars à peine plus âgés qu'elles. Quant à l'utilisation de la drogue, la colle à rustine est très appréciée dans la métropole lilloise, comme ailleurs.

Bien sûr, les délinquants ont raison de refuser la société pourrie qu'ils ont sous les yeux. Mais ils reproduisent souvent des modèles très réactionnaires, tel que le machisme et le leadership. Quant au comportement qu'ils ont avec les personnes âgées, c'est une attitude caractéristique d'un irrespect total de l'individu.

Bref, la situation n'est pas très réjouissante. La délinquance est un abcès de plus sur le corps de cette société moribonde. Quant à la prévention, elle risque de devenir, grâce à l'action du gouvernement, une répression plus ou moins déguisée, une intégration moraliste et bien-pensante de tous les laissés pour compte. Les travailleurs du secteur éducatif et social ont un boulot énorme à faire. Parmi eux, les anarchistes ! Car, comme nous l'écrivions dans le ML n° 460 en reprenant les propos d'un animateur : faire exprimer les jeunes sur leurs actes par différents moyens d'expression, renvoyer au maximum et publiquement cette expression à la gueule de la société, du pouvoir, est la condition *sine qua non* à toutes action de prévention.